Rédaction - Administration

Albert Boyer, 15, rue de Prague - Paris (12me)

Compte-chèques postaux : Boyer, Paris 171.74

Nous prions nos lecteurs, abonnés et services de presse de prendre bonne note du changement d'adresse de notre Rédaction-Administration. Toute la correspondance, les échanges doivent désormais être envoyés à cette adresse.

Abonnements

France : un an, 20 francs.
Belgique-Grand Duché du Luxembourg : un an, 20 francs.
Autres pays : un an, 24 francs.

Bilan en danger

Nos appels pour activer les souscriptions ainsi que pour le renouvellement des abonnements n'ont pas eu le résultat que nous escomptions et qui nous aurait permis de continuer régulièrement la parution de la revue.

Afin de ne pas aggraver la situation financière de « Bilan », nous avons été forcés de ne pas faire paraître le numéro du mois de janvier. Les difficultés très graves que nous rencontrons ne nous effraient pas, car elles ne font que révéler la cruelle situation de la classe ouvrière et nous nous imposons un effort particulier pour continuer, malgré tout, de publier « Bilan ».

Malheureusement, notre Fraction ne peut, seule, parvenir à supporter toutes les charges. Les camarades lecteurs savent, désormais, que s'ils ne veulent pas prendre la responsabilité d'une irrégulière parution de la revue, ils doivent joindre leur apport à l'effort de la Fraction.

Que les listes de souscription rentrent au plus tôt à l'administration !

Que les abonnements soient renouvelés sans retard !

Nous conseillons à nos lecteurs la lecture du « Bulletin » de la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique. S'adresser : A. HENNAUT, 468, chaussée de Waterloo, Bruxelles (Belgique).

"Bilan" est en vente :

PARIS (FRANCE)

Librairie Farfalla, 269, Faubourg Saint-Antoine.
Libraire du Travail, 17, rue Sambre-et-Meuse.
Librairie Corti, 6, rue de Clichy, (9e).
Kiosque : 7, Boulevard Saint-Michel.
Kiosque : 47, Boulevard Saint-Michel.
Kiosque : Place de la République (coin rue de la Douane)

BRUXELLES (BELGIQUE)

Kiosque : Place de la Chapelle.

Les Arts Graphiques, s. c., 231, chaussée de Haecht, Bruxelles-3. Gér J. Van Trier

Avril-Mai 1937 **Prix : 2 francs**

LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933

B I L A N

BULLETIN THÉORIQUE MENSUEL DE LA fraction italienne de la Gauche Communiste

40

BILAN n° 40, avril-mai 1937

SOMMAIRE

PREMIER MAI 1937

LA FRANCE « LIBRE, FORTE ET HEUREUSE » ASSASSINE LES PROLETAIRES.

MONSIEUR VANDERVELDE DEFEND LE MARXISME

LA PAUSE DE MONSIEUR LEON BLUM

L'ELECTION DE BRUXELLES : UNE VICTOIRE DU «SOCIALISME NATIONAL» UN ECHEC DE DEGRELLE.

LA NOUVELLE CONSTITUTION AUX INDES (Gatto MAMMONE).

Rédaction-Administration : Albert BOYER, 15, rue de Prague, Paris (12)
Compte chèques postaux : Boyer, Paris, 171.74.

BILAN

Bulletin théorique mensuel de la
Fraction italienne de la Gauche communiste

N° 40

Premier Mai 1937

PROLETAIRES!

C'est sous le signe de l'Union Sacrée que se déroulèrent vos manifestations du Premier Mai 1936. C'est dans une ambiance de guerre impérialiste, dans tous les pays, que les événements se sont développés ensuite. L'entreprise de brigandage de l'impérialisme italien en Abyssinie a été le premier anneau d'une chaîne immense où pendent déjà les milliers de prolétaires assassinés en Espagne, où se trouve désormais accroché le corps du prolétariat mondial!

Tout comme en 1914, le capitalisme a, encore une fois, réussi dans sa cruelle mystification. L'heure a sonné où les contrastes insolubles de la société capitaliste apparaissent au travers de la forme extrême de l'intervention des armes, et l'histoire ne pourra rengainer ses armes que le jour où la destruction de l'infâme régime capitaliste permettra de détruire, à jamais, ces outils meurtriers. Mais la seule force pouvant abattre le régime bourgeois, le prolétariat, ne peut mener cette bataille qu'à la condition d'engendrer, en son sein, l'organe qui, seul, peut le conduire à la victoire, la charpente d'où seulement peut surgir la société communiste de demain: le parti de classe. L'inexistence du parti de classe est la manifestation cruelle de l'incapacité du prolétariat mondial à réaliser sa victoire révolutionnaire, est la révélation du sort sanglant qu'il devra subir: devenir chair à canon dans les massacres de la guerre impérialiste.

Tout comme en 1914, sous les formes nouvelles commandées par les situations actuelles, le capitalisme a tiré profit de votre haine contre les formes les plus macabres de sa domination, pour vous appeler à lutter sous sa direction, afin de vous préserver du plus grand désastre. Mais, en réalité, ce qui était menacé du désastre c'était le régime capitaliste tout entier, et dans tous les pays: la seule possibilité d'issue qui restait à la bourgeoisie, c'était de vous faire croire que sa propre bataille était la vôtre, que son propre sauvetage était le vôtre, qu'en donnant vos vies vous auriez lutté pour le socialisme, alors que, par contre, vous vous battiez pour le salut de vos ennemis, terrible guet-apens! Ecraser le fascisme n'est possible qu'en écrasant le capitalisme; se livrer à la bourgeoisie, en tolérer la direction, c'est se jeter dans le tourbillon de la guerre impérialiste. Tout comme en 1918, le prolétariat ne retrouvera son chemin qu'en déclenchant sa guerre civile contre tous les Etats capitalistes, aussi bien que contre l'Etat Soviétique, qui a lié son sort à celui des exploiteurs de tous les pays. Et, ainsi que les bolchéviks nous l'ont appris, c'est seulement par la voie des fractions que l'on apprête, dès maintenant, les bases de l'organe de classe qui pourra conduire le prolétariat de tous les pays à la victoire: l'« Internationale de la Révolution communiste mondiale ».

PROLETAIRES!

Déjà, à l'époque de la guerre italienne en Abyssinie, les traîtres vous avaient appelés à confier votre sort à la Société des Nations, la Société des Brigands, contre laquelle l'Octobre 1917 représentait la seule riposte que le prolétariat et les exploités coloniaux peuvent opposer à l'ennemi. La Société des Nations a représenté la meilleure condition pour préserver le capitalisme italien de la crise qui le menaçait et les sanctions fournirent le prétexte pour présenter « l'étranger » comme l'auteur des difficultés qui bouleversaient la situation économique du pays. Les traîtres socialistes et centristes ont fait, de vos manifestations du Premier Mai 1936, le pendant et le complément de la manœuvre que développait l'hyène fasciste en Italie et en Allemagne. Dans les pays fascistes, l'étranger était présenté comme le responsable de la gravité de la situation ; dans les pays démocratiques et en Union Soviétique, l'on attribuait au fascisme la responsabilité de la gravité de la situation intérieure et internationale ; l'on présentait le fascisme comme la menace permanente à la paix, le seul danger de guerre qui menace les libertés ouvrières. D'un côté comme de l'autre, dans les Etats fascistes comme dans les démocratiques et dans le soviétique, la seule solution consistait dans la danse infernale de la course aux armements et c'est uniquement en jetant des milliards dans les industries de guerre que le capitalisme a pu ranimer son économie qu'une crise mortelle a jeté dans une impasse d'où il ne sortira plus jamais. Les sommes gigantesques qui, dans tous les pays, sont consacrées aux armements, représentent votre travail que le capitalisme n'est plus capable d'investir dans la production pour un marché qui ne peut plus être étendu, et que, seul le prolétariat peut — par sa victoire — délivrer des prisons capitalistes. Et les produits qui en résultent : les armes, même si elles ne sont pas employées dans le massacre mondial, même si elles doivent être détruites demain parce que d'autres plus perfectionnées seront fabriquées — représentent une colossale destruction de votre travail et permettent au capitalisme d'expurger la situation économique de masses immenses de capitaux engendrés par le développement gigantesque de la technique de production. Au cours de la dernière année, et sans qu'il y ait eu guerre mondiale, les sommes dépensées pour les armements dépassent celles qui furent employées, à cet effet, au cours de la guerre de 1914-18.

Mais si, dans le domaine économique, le capitalisme peut encore, au travers des manipulations monétaires et autres, au travers de l'industrie de l'armement, détruire la force que représente le travail des ouvriers, dans le domaine politique et social, par contre, le capitalisme se trouve dans la nécessité d'avoir recours à toutes les ressources dont il dispose. Au cours de la dernière année, il s'est trouvé dans l'impossibilité d'hésiter ; tout a dû être mis à profit, toutes les forces qui représentent des excroissances capitalistes dans le corps du prolétariat ont dû être mises en œuvre.

En France, en face de masses immenses qui violent, par l'occupation des usines, la légalité bourgeoise, c'est le Front Populaire qui sera employé, par le capitalisme, pour estomper l'assaut des masses. Aux Etats-Unis, pour freiner un mouvement analogue qui se dirige vers l'occupation des usines, Roosevelt se hâte de reconnaître les organisations qui balayent du terrain les anciens syndicats de jaunes. En Belgique, c'est en clamant que l'Etat sauvegardera le droit de grève que l'on parvient à refluer l'attaque de juin 1936. Dans les zônes industrielles d'Espagne, c'est en faisant croire aux ouvriers que l'Etat capitaliste peut socialiser l'économie, que l'ennemi parvient à briser l'attaque révolutionnaire des masses. Dans les pays à dictature fasciste et centriste, où la situation impose au capitalisme de résoudre uniquement par l'assassinat, les travaux forcés, la déportations et les isolateurs, les problèmes sociaux qui surgissent, la situation mûrit les

grandes tempêtes de demain, celles qui allumeront l'incendie de la révolution mondiale. Les Mussolini, Hitler, Staline savent, par l'expérience que firent leurs prédécesseurs avant la dernière guerre, que les mesures de la répression cruelle ne sont qu'expédients révélant, en même temps, la plus grande maturation révolutionnaire dans les pays qui en sont le théâtre.

En face d'un capitalisme ayant recours aux formes extrêmes de la corruption, de la manœuvre et de la tromperie dans certains pays, de la répression la plus abominable et sanglante dans d'autres, le prolétariat dresse son édifice ; il le dresse sur les fondements de granit de ses propres morts, de ceux aussi que le capitalisme massacre et croit à jamais enterrés, car ils sont tombés victimes de sa mystification.

Il y a opposition brutale entre les grèves de France et le Front Populaire, entre le Frente Popular agrémenté de l'appui des anarchistes et les batailles revolutionnaires de la première semaine des événements d'Espagne. Ce qui révèle cette opposition, c'est que le Front Populaire et les anarchistes se sont encastrés dans l'Etat ennemi ; que les grèves, les luttes armées des ouvriers contre les fascistes sont autant d'attaques contre l'Etat capitaliste, l'organe spécifique de la domination de la bourgeoisie. Pénétrer dans le Front Populaire sous le prétexte de faire avancer la lutte des classes, c'est la même chose que pénétrer dans l'Etat bourgeois pour le transformer en un organe socialiste. C'est uniquement en restant en opposition constante avec toutes ces formes de domination du capitalisme, que l'on reste dans le chemin de la lutte du prolétariat, que l'on assène des coups à l'hyène fasciste que la démocratie et le Front Populaire, flanqués des anarchistes, alimentent en la dissimulant sous leurs drapeaux. Le Front Populaire, par sa lutte contre le prolétariat français, enlève ainsi aux prolétariats d'Italie et d'Allemagne la seule aide qui peut les soutenir dans la lutte féroce contre le fascisme ; il est l'auxiliaire direct de Mussolini et d'Hitler.

A l'internationalisme du capitalisme ne peut correspondre que l'internationalisme du prolétariat et, dans la situation actuelle qui voit une guerre mondiale deferler en Espagne seulement, comme dans la guerre mondiale (au cas où la manœuvre capitaliste pour la localisation de la guerre impérialiste ne réussirait pas), c'est uniquement sous le drapeau de la lutte contre son propre impérialisme que le prolétariat peut développer sa bataille. Du moment que la lutte est dirigée contre le capitalisme, elle porte aussi ses coups contre la forme la plus féroce de sa domination. Si cette lutte est dirigée par l'ennemi, elle ne peut conduire qu'à l'ecrasement du prolétariat.

Le capitalisme français croit le moment venu pour imposer la « pause » : Blum répond présent et, après que ses forces de police ont mitraillé les ouvriers, il réclame au Conseil National du Parti Socialiste que des mesures d'exclusion soient prises contre les éléments de la gauche (échines de caoutchouc qui ne pouvaient faire autre chose que de se plier à ses intimations). Des sanctions, non contre les meurtriers, mais contre ceux qui avaient osé protester au sein du Front Populaire et qui ont vite fait, d'ailleurs, de se repentir de leur intempérance d'un moment : Voilà le Front Populaire...

PROLETAIRES!

Pas de découragement ! Tout semble s'être écroulé, mais, ce qui est tombé, devait tomber, car il ne vous appartenait pas : il était une prolongation de la domination bourgeoise sur le corps de votre classe.

Les organisations politiques, syndicales, étatiques des écoles socialiste, centriste ou anarchiste, se transforment de prolétariennes en capitalistes du moment qu'elles sont gagnées à l'engrenage du capitalisme mondial. Mais chacune d'elles a représenté une étape de votre ascension vers la victoire à venir. Leur

écroulement contient aussi la condition de la rénovation et de la reconstruction. En face du capitalisme qui se lance à l'utilisation désordonnée de toutes ses ses réserves, ce sont des groupes restreints de prolétaires qui œuvrent aujourd'hui pour rassembler les matériaux qui fondent la bâtisse de la révolution. Mais, demain, des masses immenses d'ouvriers se lèveront dans tous les pays et feront féconder les semences que les fractions de la gauche communiste retirent péniblement, dans l'isolement, de l'éboulement des institutions que le capitalisme a pu lentement corrompre, pour les emporter enfin dans le tourbillon de ses contrastes précipités désormais dans la guerre impérialiste.

PROLETAIRES!

Les événements d'Espagne prouvent lumineusement qu'aucun désespoir ne doit assombrir vos esprits. La première semaine de ces événements est une indication qui confirme, d'ailleurs, toutes les leçons précédentes. A certains moments de l'évolution de la société capitaliste, le prolétariat se lance dans la voie révolutionnaire avec une force qui peut paraitre instinctive, mais qui ne l'est pas en réalité, car cette force trouve ses sources dans tout le passé qui bouillonne dans les cerveaux des ouvriers, même si un parti n'en a pas secrété les ferments. Les contrastes capitalistes mènent inévitablement à l'éclosion de situations où les ouvriers empruntent directement le chemin de la révolution. Aucune force au monde ne peut en sauvegarder le capitalisme, car ce dernier porte dans ses entrailles l'inévitabilité de l'explosion de demain. Nous avons perdu mille batailles, mais chacune d'elles contient un élément supplémentaire d'enseignements pour le triomphe du communisme.

L'heure a sonné de passer à la constitution du premier noyau de l'Internationale de la Révolution, car les situations économiques et politiques se déroulent en tous pays dans l'ambiance de la guerre impérialiste.

L'heure a déjà sonné où, après l'entrée de l'U.R.S.S. dans la Société des Nations, la seule forme de la lutte contre l'Etat prolétarien dégénéré est celle du déclenchement des luttes de classe dans ce pays, au même titre que dans tous les autres, fascistes ou démocratiques.

L'heure a sonné où, en face d'organisations syndicales incorporées à l'Etat capitaliste, le prolétariat ne peut répondre que par le déclenchement des luttes revendicatives en dehors et contre les directions soudées au plan de l'économie de guerre du capitalisme. L'ennemi pourra emporter à sa suite les syndicats actuels. Les ouvriers, même s'ils ne pourront pas les arracher à l'ennemi, n'hésiteront pas un instant à fonder les nouvelles organisations, lorsque les situations permettront la constitution de puissants organismes unitaires de masses canalisés par le parti de classe dans la voie de la révolution communiste.

PROLETAIRES!

L'on voulait vous appeler à diriger vos regards vers l'Exposition Internationale de Paris, où sont étalées les merveilles de vos productions, mais où est aussi sanctifié l'édifice de l'exploitation capitaliste.

Vous vous refuserez à cette farce cynique!

Vous aurez dans vos esprits une autre Exposition, celle où s'amoncellent réellement les fondements de votre libération, de la Révolution Communiste. L'Exposition qui rassemble vos œuvres, vos martyrs, celle d'où s'épanchent vos aspirations. L'Exposition qui contient les souvenirs des morts de Chicago, de Fourmies, des Communards de Paris, des morts innombrables dans tous les pays, celle qui a été récemment baignée par le sang des ouvriers d'Espagne, de Clichy, celle où se trouvent aussi vos œuvres admirables, celles qui portent les noms de

Marx, Engels, Lénine, mais qui sont votre propre produit à vous, prolétaires de tous les pays.

Les manifestations du Premier Mai ont été accompagnées de la lutte sanglante pour la conquête des 48 heures. Les monceaux de morts accumulés par le capitalisme, avant de céder à cette conquête ouvrière, vous permettent de déjouer la manœuvre honteuse du Front Populaire qui veut vous faire croire qu'une mesure destinée à parer au chômage, et que leurs compères fascistes avaient déjà appliquée depuis de nombreuses années, puisse être considérée comme la conquête de la semaine de 40 heures.

PROLETAIRES!

Hors des manifestations d'Union Sacrée!

Dirigez vos regards vers les réunions restreintes où se rassemblent les militants de votre classe!

A bas le capitalisme et ses trois formes de domination: fasciste, démocratique, centriste!

Au delà et contre les barricades qui dépècent le corps de la classe ouvrière d'Espagne et de tous les pays, opposez votre cri internationaliste pour la fraternisation des ouvriers de tous les pays et des exploités coloniaux, pour la guerre civile, contre la guerre impérialiste.

Vive l'Internationalisme prolétarien!

Vivent les fractions de la gauche communiste!

Vive le Premier Centre International de l'Internationale de la Révolution!

Vive la Révolution Communiste mondiale!

LA FRACTION ITALIENNE
DE LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE.

La France "libre, forte et heureuse" assassine les prolétaires

Les sifflements des balles ont arraché le masque du Front Populaire. Les cadavres ouvriers ont expliqué la « pause » du gouvernement Blum. Dans les rues de Clichy, le programme du Front Populaire s'est manifesté au travers des fusils des gardes mobiles et rien ne pouvait mieux l'illustrer.

Ah! les défenseurs de l'ordre républicain, les bourreaux de la démocratie bourgeoise peuvent pousser leurs cris d'allégresse. L'émeute est matée et le vieux cri traditionnel : « l'ordre régne dans Varsovie » peut retentir à nouveau car les cosaques de Max Dormoy veillent.

Mais le sang ouvrier n'a pas rougi impunément les pavés de Paris, ce Paris où l'on s'appêtait à commémorer les Communards de 1871. Désormais l'Union Sacrée acquiert une signification de sang et les ouvriers pourront retirer de cette tragique expérience un précieux enseignement de classe. Ils sauront notamment que l'on ne peut « réconcilier les français » par la capitulation volontaire du mouvement ouvrier. La garde mobile sera présente pour l'imposer avec ses fusillades. Ils sauront aussi que la démocratie bourgeoise, « la France, libre, forte et heureuse » et le fameux mot d'ordre du «Front Populaire» « le Pain, la Paix, la Liberté » signifie : le surarbitre pour les revendications ouvrières, l'emprunt de la défense nationale et les

fusils des gardes mobiles, pour les manifestations prolétariennes dépassant le cadre tracé par les socialo-centristes.

Blum ne comprend pas la tournure prise par les contre manifestations de Clichy qui donc a coupé le cortège ouvrier et dirigé les ouvriers contre les gardes mobiles alors que leurs dirigeants essayent de les détourner du service d'ordre? Evidemment, il s'agit de l'œuvre de louches « provocateurs ». La bêtise de ces gens égale celle du commissaire de police, du gendarme, qui dans tout mouvement voit la main « du moteur ». Par là, comme le faisait très bien remarquer Rosa Luxembourg, on aboutit à ces conclusions : pour supprimer les mouvements, arrêtons les « provocateurs », augmentons les forces policières et grâce à ce « matérialisme policier » plus rien de subversif ne se déterminera.

Les travailleurs laisseront Monsieur Blum augmenter ses forces de police et chercher les « provocateurs » qui sont les milliers d'ouvriers qui ont réagi violemments aux provocations féroces des forces du Front Populaire. Ils essayeront d'abord de comprendre tout ce que signifie l'émeute de Clichy, son importance colossale pour le développement des événements en France.

Les socialo-centristes avaient cru pouvoir détourner la colère des ouvriers contre les effets de la « pause » (les dernières décisions des arbitres et surarbitre) en employant le vieux truc de la canalisation antifasciste. « De la Rocque attaque » et comme en Espagne, devant l'attaque de Franco, les ouvriers auraient dû abandonner toute velléité de lutte de classe pour se jeter dans les bras de leurs « alliés bourgeois. Seulement, voilà 10 mois que les ouvriers sont aux prises avec le Front Populaire et la chanson commence à s'user. Pourquoi Blum ne réprime-t-il pas le danger fasciste que l'on dit si imminent? Pourquoi reprend-on aux ouvriers tout ce qu'ils avaient cru gagner avec leurs mouvements de grèves? Pourquoi les traite-t-on de « provocateurs » lorsqu'ils passent à l'attaque malgré l'arbitrage? Blum fait la « pause » uniquement pour les ouvriers qui doivent continuer à faire des sacrifices.

Tout cela a créé un état d'irritation parmi les ouvriers qui se manifeste particulièrement dans la région parisienne où les bonzes réformistes-centristes sont acculés dans les assemblées syndicales. Déjà, devant cet état de tension, ils avaient décidé d'organiser deux manifestations aux environs de Paris : l'une pour les chômeurs et l'autre pour tous les ouvriers. Enfin, en métallurgie l'on se trouvait devant des demandes d'ouvriers, de grève générale, afin de protester contre les décisions du surarbitre.

C'est dans cette situation tendue que les socialo-centristes ont donné le dernier carré de l'antifascisme pour maintenir les ouvriers dans le chemin de l'Union Sacrée consentie « volontièrement » par les travailleurs. La contre manifestation de Clichy devait être imposante : on allait montrer à de La Roque que « la Nation française » vit et lutte pour la démocratie bourgeoise dont Messieurs Daladier-Herriot sont d'authentiques représentants. La bourgeoisie aussi se préparait, car connaissant la situation parmi les ouvriers, elle se méfiait un peu des chefs socialo-centristes pouvant être débordés par leurs troupes. Les gardes mobiles furent armés sérieusement, comme s'ils partaient en guerre. Parmi les dirigeants des forces répressives existait la conviction que « la pause » de Blum était aussi la pause des mouvements ouvriers. La directive était donc de réprimer férocement ces derniers et l'ambiance nécessaire fut certainement créée parmi les gardes mobiles. Il n'y avait pas, et il ne pouvait y avoir, de contradiction entre les chefs « fascistes » de la police et le gouvernement du Front Populaire. Celui-ci parlait de la « pause », en expliquait aux ouvriers la nécessité alors que les premiers ne faisaient que l'appliquer avec la mentalité bornée du policier qui applique brutalement ses instructions sans s'occuper des conséquences.

Deux forces se sont heurtées à Clichy : le prolétariat et la bourgeoisie. Les travailleurs concentrés en masse pour des buts antifascistes ont trouvé dans leur nombre imposant la force d'exalter leur colère et d'exprimer la tension imprimée dans leurs chairs de prolétaires éternellement dupés : la bourgeoisie est passée à la répression là où le Front Populaire ne pouvait plus maintenir les ouvriers sur le front des intérêts capitalistes.

Applaudissez bourreaux mais n'oubliez pas que les cadavres ouvriers ont écrit sur les pavés de Paris une nouvelle phase où le Front Populaire se débat dans des contradictions insolubles et où les ouvriers s'orientent avec d'atroces difficultés vers la recherche de leur chemin de classe. Quand les fusils partent tout seuls et remplacent les démagogues du capitalisme, c'est que s'approchent les bourrasques sociales qui vont purifier l'atmosphère et faire sonner au cadran de l'histoire l'heure de la reddition des comptes.

Rien n'a pu dénaturer la bataille de Clichy, comme rien n'a pu dénaturer les massacres de la Tunisie et ceux qui se déroulent ces derniers temps en Algérie, en Indochine. C'est le Front Populaire, qui en voulant rester au pouvoir pendant « la pause » doit passer au massacre des prolétaires de la métropole et des colonies où l'accumulation des reculs imposés aux ouvriers par Blum, pousse à des batailles de plus en plus violentes. Le programme démagogique du Front Populaire arrive au bout de son rouleau et le nouveau programme passe par le massacre des ouvriers. Et que l'on ne cherche pas les « provocations » ailleurs que dans la situation qui est faite aux ouvriers.

Partout, les ouvriers à l'instinct de classe si sûr, ont reconnu dans les « provocateurs » de Clichy, leurs frères et d'un seul coup ont racheté leur passivité devant les massacres de Tunisie. Acculés par la colère des ouvriers, craignant d'être pris au dépourvu et de voir les masses passer à une attaque générale où ils auraient relevé le drapeau des luttes revendicatives en dehors et contre l'arbitrage, en dehors et contre le Front Populaire; en dehors et contre l'Union Sacrée, les chefs des syndicats de la Région Parisienne ont dû prendre l'initiative d'organiser une grève générale très limitée et dont le caractère antifasciste était souligné expressément. Mais une grève générale contre qui? Contre les chefs de la police? Mais n'est-ce pas Max Dormoy,, ministre de l'Intérieur qui est leur chef suprême? Ce même Dormoy, qui venu à Clichy assez tôt ne fit rien pour empêcher les agents de continuer à tirer sur les ouvriers et se fit huer au nom et pour compte du Front Populaire tout entier. Alors? Il s'agit d'une grève générale pour « consolider le gouvernement Blum » et exiger la dissolution des ligues fascistes. Mais les ouvriers ont été fusiliés par la police et la garde mobile. Pourquoi ne pas exiger « la dissolution » du corps de collaborateurs » du socialiste Dormoy?

La vérité se dégage ici avec une clarté qui se passe de commentaires : les ouvriers en exigeant la grève la faisaient contre l'Etat capitaliste qui les avait mitraillé et où se trouvait le Front Populaire. Les socialo-centristes conscients de cette situation (qui pourrait déterminer la bourgeoisie à employer un autre matériel que celui de Blum pour maintenir sa domination) essayait d'en faire une vulgaire manifestation antifasciste. C'est pourquoi il fallait en limiter strictement la durée (jusqu'à midi); bien marquer qu'il ne s'agissait pas de réaliser des ordres du jour demandant la grève générale pour défendre les revendications ouvrières (communiqué de la C. G. T. et de l'Union des Syndicats parisiens).

Et enfin, il s'agissait non de lutter contre le gouvernement du Front Populaire mais de le consolider.

Mais objectivement, réellement, cette grève qualifiée de « soupape de sûreté » a été en fait une action des ouvriers contre le Front Populaire. Seule la bourgeoisie

l'a compris et l'a proclamé ouvertement en se réservant d'en retirer toutes les conséquences.

La grève générale s'est déroulée dans « le calme » et la soupape de sûreté (si l'on regarde l'apparence des choses), a bien fonctionné. Mais lorsqu'on examine les contradictions où s'est enferré le FrFont Populaire, nous trouverons l'indice d'une situation désespérée où la crise s'annonce inexorablement. Les ouvriers ont conscience de leur force et aussi de la nouvelle phase où est entré le Front Populaire. Avant qu'il puissent en tirer des conséquences sérieuses il faudra peut-être attendre encore des événements. De toute façon, la bourgeoisie sent le danger : l'exécutoire de l'antifascisme ne suffit plus et des minorités d'ouvriers, tout au moins, se placent sur des rails de classe. C'est pourquoi l'orientation nouvelle du Front Populaire va tenter d'interdire les concentrations massives d'ouvriers pour diluer cette tension. Déjà, l'on accorde aux chômeurs de petites satisfactions; on décide de revoir les salaires les plus pas des fonctionnaires; on tentera peut-être de faire passer momentanément une décision arbitrale favorable aux ouvriers. Mais on décommandera les manifestations revendicatives des ouvriers pour empêcher Blum de prendre des mesures d'interdiction. Peut-être poussera-t-on une pointe d'offensive contre les ligues fascistes. Mais ici les radicaux veulent que la « liberté » démocratique soit garantie afin de faire comprendre (avec Jouhaux) qu'ils n'accepteront ni un « fascisme de gauche », ni « la dictature des masses ». L'heure de rire est passée et Monsieur Campinchi a bien dit que si l'on ne trouvait pas un moyen pour rendre raisonnable les masses il faudra se rappeler les camps de concentration de l'Allémagne dont on pourrait avoir la réplique en France. Mais l'essentiel c'est de bien comprendre qu'à Clichy comme en Tunisie les ouvriers ne se sont pas heurtés aux fascistes mais aux forces répressives de l'Etat. Ce n'est donc pas contre une provocation exclusive des groupes fascistes que se sont élevés les ouvriers mais contre la provocation de la police voulant imposer brutalement les normes de la démocratie bourgeoise, respectant la « liberté » pour tous.

Pour nous le sang versé à Clichy, fait tâche avec celui versé maintes fois dans les luttes de Paris au nom de la lutte prolétarienne. Dans la phase tourmentée où nous sommes entrés actuellement, il est l'indice d'une maturation des événements qui verront, nous l'espérons, le prolétariat retrouver le chemin des luttes pour la destruction de l'Etat capitaliste. Tous les éclairs de lucidité du prolétariat, tous les réveils de la lutte prolétarienne après des phases si profondes de décadence, sont marqués par des massacres qui représentent une rançon historique que paye le prolétariat pour retrouver le chemin de sa libération.

Et rien ne pourra mieux traduire notre commémoration des Communards qui les premiers ont emprunté la grande voie de la libération insurrectionnelle des exploités, que l'hommage que rend notre fraction à ceux qui sont tombés à Clichy et dans les colonies françaises. Ils sont tombées comme avant garde d'un vaste mouvement qui ranimera la lutte révolutionnaire des masses. Ils appartiennent aux communistes internationalistes et non aux « industriels de cadavres » qui veulent appeler les ouvriers à en faire volontairement des troupes au régime capitaliste. Nous, inclinons notre drapeau devant les morts de Clichy, le drapeau de la révolution mondiale pour laquelle ils sont tombés et qui triomphante demain, les inscrira parmi les pionniers du renouveau de la lutte du prolétariat mondial.

Monsieur Vandervelde défend le Marxisme

Les représentants les plus qualifiés de la vieille garde du P. O. B., ceux qu'avec un peu d'ironie le planiste De Man appelle « les mous », sont passés à l'opposition « marxiste » dans la social-démocratie belge. D'une part, Louis de Brouckère, Vandervelde entraînant à leur suite les troupes turbulantes des Jeunes Gardes et les « gauchistes » de la Fédération Bruxelloise; d'autre part, les ministres De Man, Spaak, épaulés par les bonzes de la Commission Syndicale et, semble-t-il, par la majorité du P. O. B. qu'effrayent un peu les formules du type : « Ordre, autorité, Nation » ou « Socialisme-National », mais qui approuvent l'action de leurs ministres.

En apparence, cette situation est née de l'affaire Borgraeve, cet attaché « officieux » à l'Ambassade belge de Madrid, qui fut tué pour on ne sait quelle histoire, et au sujet duquel l'ineffable Spaak, chambardeur d'hier, exigeait un million de réparation. Aujourd'hui, il ressort que le Borgraeve en question était un requin financier, compromis dans le scandale du Crédit National Foncier, aurait peut-être comparu en Correctionnelle.

C'est à la suite des exigences du gouvernement belge (correspondant presque exactement aux sommes recueillies parmi les ouvriers belges pour le soutien du gouvernement espagnol) que Vandervelde se désolidarisa de ses collègues socialistes et démissionna du cabinet Van Zeeland.

Que se passait-il exactement en Belgique? Pourquoi des opportunistes avérés se dégageaient-ils de leurs fonctions ministérielles pour se retrouver « marxistes, internationalistes », sans toutefois « cesser d'être Belges et d'aimer notre pays »? Pourquoi ce réveil « d'orthodoxie » parmi les fossiles du réformisme d'outre-Quiévrain?

Nous comprendrions mal la situation et n'expliquerions pas grand chose si nous suivons les élucubrations d'un Vandervelde, d'un Spaak, d'un De Man, en leur attribuant une trop grande importance. L'expérience de ces dernières années prouve qu'au sein du P. O. B. on passe avec la plus grande facilité de la gauche (ou de l'extrême gauche) à la droite et vice-versa et ce chassé-croisé n'est que l'expression d'une cohérence parfaite entre tous ces courants pour maintenir l'emprise du capitalisme parmi les masses. Aussi facilement que Spaak a pu passer de son rôle de chef de la gauche socialiste révolutionnaire à celui de chef de l'extrême droite et de représentant de « Belgique-Toujours », Vandervelde a sauté de son poste de ministre à celui de gardien de « l'orthodoxie marxiste » et des traditions internationalistes du prolétariat belge.

Si l'on examine la situation, même en Belgique, nous arriverons à comprendre la réalité de ces culbutes et le pourquoi de toutes ces conversions. Depuis la grève générale du mois de juin 1936, le capitalisme se trouve en proie à des difficultés qu'il ne peut surmonter qu'en accentuant son attaque contre une classe ouvrière qui tend à lui opposer ses luttes revendicatives. Les grèves de juin ont été canalisées après bien d'incidents dont les plus significatifs furent certes la conjonction des chefs socialistes et des gendarmes pour empêcher l'occupation des puits et des usines, d'où il aurait été peu commode de déloger les prolétaires, seulement avec des promesses. C'est que le capitalisme belge n'avait plus la perspective d'une éventuelle dévaluation et sa marge de manœuvre s'était rétrécie au cours de l'année de « Paix sociale » qui fut aussi celle de l'Exposition Universelle. L'augmentation du volume des exportations et partant « la reprise économique » dont avaient tant parlé les charlatans du « Plan du Travail » ne s'étaient pas produites malgré les incantations et les signes cabalistiques qui avaient accompagné la dévaluation. Le

fameux « repli national » s'accompagnant d'un accomodement du marche intérieur s'était avéré n'être qu'une machine de compression des conditions de vie des travailleurs et une justification du soutien efficace des industriels et des banques disposant largement des crédits de De Man. Au moment des grèves de juin, la situation des mineurs et métallurgistes — après plus d'un an d'Union Sacrée et de collaboration du P. O. B. au gouvernement — n'était pas brillante et la répression des mouvements « sauvages » déclenchés en 1935 par les mineurs de Charleroi, en dehors et contre leurs syndicats, alors que Soudan était ministre socialiste de la Justice, nous avait montré le visage réel et hideux du « Plan du Travail », remanié par Van Zeeland et mis en application par H. De Man, Spaak et Vandervelde, pour permettre l'Union Sacrée — au capitalisme de raffermir sa domination et de se consolider sur le dos du prolétariat, au cours d'une période de convulsions sociales où, depuis la grève générale de juillet 1932, il était entré.

Ainsi, lorsque se présentent les grèves spontanées de juin 1936 l'expérience planiste est arrivée à son échéance et ses vicissitudes ont permis le développement du mouvement rexiste exploitant les scandales financiers où furent impliqués le Parti Catholique et le Parti Socialiste; exploitant le désir de tranquilité sociale des couches importantes de la petite bourgeoisie, énervées par l'incapacité du gouvernement d'Union Sacrée à maintenir le calme plat parmi les masses ouvrières. Une bonne partie de la clientèle électorale du parti catholique passait au rexisme en perspective d'une lutte frontale contre le prolétariat et par là exerçait une pression sur Van Zeeland en vue d'appliquer cette politique. Non pas que le rexisme représentait un danger fasciste, mais il indiquait la nécessité de modifier l'appareil étatique dans le sens d'une attaque profonde et décisive contre les ouvriers. Après les élections de mai 1936 où se vérifia le succes du rexisme et un certain succès du centrisme gagnant des couches ouvrières dans le Borinage, à Charleroi, à Bruxelles, le P. O. B. se trouva devant la nécessité de conformer son action gouvernementale à l'orientation qu'indiquait symboliquement le rexisme. Van Zeeland posa ses conditions : il resterait chef de la concentration nationale mais il fallait que le P. O. B. s'adaptât aux nouvelles circonstances exigeant une politique très dure envers les ouvriers. Autrement il cédait la place et laisserait faire les démagogues rexistes. Par la force des choses le P. O. B. se trouva devoir évoluer vers la droite alors que les succès des centristes prouvaient qu'un processus de radicalisation de couches ouvrières ses dessinait. Entre P. O. B. et P. C. B. la lutte suivante se faisait jour : les centristes voulaient former un Front Populaire (seule forme pouvant canaliser les masses derrière l'épouvantail antifasciste) devant une perspective d'effervescence ouvrière. Le P. O. B. refusait avec véhémence ces propositions pour tenter de s'adapter à l'action gouvernementale de Van Zeeland, s'orientant vers des formes toujours plus rigides de lutte contre les travailleurs. C'est dans ces conditions que se produisirent les grèves de juin, qui furent canalisées par l'action combinée de l'appareil syndical réformiste et la contrainte gouvernementale. Désormais les événements évolueront rapidement malgré la passivité relative des ouvriers, après l'étranglement des revendications posées en juin. Van Zeeland passera à une politique toujours plus à droite, obligeant le P. O. B. et la Commission Syndicale à le suivre dans ce cchemin, alors que d'une part le centisme orienta l'attention de couches ouvrières vers l'antifascisme (aidé en cela par les Jeunes Gardes Unifiées et la Fédération Bruxelloise du P. O. B.) et que d'autre part, le rexisme s'orientera vers l'organisation d'un Front des droites englobant les nationalistes flamands et les catholiques de droite

Les événements d'Espagne secoueront tout l'édifice social si laborieusement échafaudé par les trois grands partis gouvernementaux (catholiques, libéraux et socialistes) et au mois de décembre 1936 les mineurs indiqueront l'approche de nou-

velles réactions ouvrières. La bourgeoisie se trouvera devant une menace de grève generale des mineurs exigeant une augmentation des salaires et c'est à grand peine que l'on trouvera une base de compromis. C'est que les événements d'Espagne au moment où se produisait une évolution des partis gouvernementaux vers la droite, ne pouvaient servir pour la concentration des masses autour de l'antifascisme. Le danger existait de voir ces masses sauter au dessus des formes de Front Populaire, se dresser contre elles et se diriger vers la lutte révolutionnaire. On ne pouvait trouver d'issue qu'en obligeant la social-démocratie à renforcer d'avantage sa pression violente sur les organisations syndicales et à s'opposer violemment à tous les mouvements sociaux. Le chantage devant lequel la bourgeoisie plaçait le P.O.B. était clair : ou vous faites ce qu'exprime l'agitation de Degrelle ou nous l'aiderons puissamment. C'était le langage que Van Zeeland traduisait parlementairement.

Lorsqu'arriva l'affaire Borchgrave on se trouvait dans cette situation : l'agitation croissante des forces antifascistes exprimait la nécessité de canaliser toujours plus des réactions ouvrières. Les Vandervelde et consorts, dans leur opposition à la rapide evolution des Spaak et De Man vers le « socialisme-national » et les formules du Deat, dégageaient une inquietude, quant à la possibilité de tenir tête aux ouvriers par la seule violence et la répression. Tout le conflit se résumait dans ces termes. On était « mous » ou « dur » par rapport à la lutte contre le prolétariat. Les discussions au Conseil Général du P.O.B. — dont nous ne possédons hélas que les maigres comptes rendus du « Peuple » — virent s'affronter les deux thèses dans une atmosphère de disputes personnelles qui indiquent le désarroi profond qui s'était emparé du P.O.B. Vandervelde et De Brouckère, appuyés par la « gauche » du Parti Ouvrier, réagissaient contre la politique de Spaak au sujet de l'Espagne et voulaient préserver l'action « indépendante » de la classe ouvrière en la versant dans l'antifascisme. De Man et Spaak désiraient — avec la majorité du parti et la C.S. — s'aligner à celle du clérico-fascisme à la Schuschnigg et dans quelle mesure Vandervelde préconisait la fin de la guerre contre le parti communiste et declarait que le jour où se formeraient deux blocs : marxiste et réactionnaire, son choix serait fait. De Man voulait rester attaché à Van Zeeland et à son socialisme-national.

La résolution adoptée par le Conseil Général, fut un compromis entre les deux thèses : maintien de l'alliance gouvernementale avec Van Zeeland, mais rejet du Socialisme-National; rejet de tout Front Populaire et limitation (pas trop régide) de la participation de la « gauche » aux manifestations antifascistes, mais rejet de la politique de Spaak de « Belgique-Toujours »...

Si demain un réveil du prolétariat belge se manifestait le capitalisme aurait ainsi sa planche de salut : Vandervelde et Cie, aidé par le centrisme se présenterait comme l'incarnation du « marxisme », de « l'internationalisme » et maintiendrait les prolétaires derrière le P. O. B.

Tout ce remus ménage dans la social-démocratie vient d'ailleurs de trouver une première solution dans le duel qui s'est engagé entre Van Zeeland et Degrelle. Le premier a pris la tête de la croisade démocratique contre le fascisme et a reçu l'appui des trois partis gouvernementaux. Seulement, sa croisade n'est pas menée au nom de l'antifascisme, mais au nom du NATIONALISME VERITABLE contre le désordre révolutionnaire du rexisme. Tout le problème est de savoir jusqu'où il est possible de regrouper légalement, par l'Union Sacrée, le prolétariat sur une base similaire à celle du clérico-fascisme à la Schuschnigg et dans quelle mesure Vandervelde a raison dans son opposition pour regrouper un prolétariat dont il sent le réveil, sur la base opposée du Front Populaire antifasciste. Il s'agit d'une expérience tout à fait nouvelle et où la social-démocratie belge pousse jusqu'aux limites compatibles avec son existance et sa fonction, une tentative d'adaptation aux nécessités de la situation. « Van Zeeland contre Degrelle »; c'est en réalité le prolétariat

le triomphe de la thèse du « socialisme-national » car, si tout le front antifasciste regroupé sur la base définie par De Man-Spaak. Cependant, ce n'est pas encore marche provisoirement aux élections partielles de Bruxelles derrière Van Zeeland, les mouvements ouvriers lui font comprendre que son heure pourrait bien sonner et rendre indispensable d'autres formes de lutte contre le prolétariat, celles que demandent les Vandervelde et De Brouckère, nouveaux alliés des centristes belges

La pause de Monsieur Léon Blum

A l'exemple du vieux Dieu de la Bible qui, après avoir créé le monde, se reposa un jour, le Front Populaire, harassé par ses exploits, fait la « pause ». Mais qu'a-t-il créé, au juste ! Pourquoi cet arrêt dans une action qu'il n'a jamais menée, car personne n'ignore que l'œuvre du Font Populaire consiste à canaliser et à emprisonner les réactions revendicatrices des ouvriers. La « pause » se fera-t-elle dans ce travail ? Bien sûr que non. Nous nous trouvons devant une sérieuse accentuation de l'attaque capitaliste contre la classe ouvrière de ce pays. Blum s'est découvert un tempérament « d'homme fort » qui sera capable de maintenir les ouvriers dans le calme complet et d'obtenir la « trêve de l'Exposition ». Des promesses nous passons aux actes ; Blum a abjuré les travailleurs de faire la « pause », mais les premières mesures de compression ont été adoptées afin de leur faire comprendre que, bon gré mal gré, ils devront passer par le chemin qu'indique le Front Populaire.

Le corollaire de ce tournant de la situation où s'affirme la maitrise des valets du capitalisme sur le prolétariat, est le retour des capitaux en France, auxquels on offre des intérêts exorbitants, comme si on voulait s'excuser de les avoir fait attendre pendant ces derniers mois où il fallut mater les velléités de lutte de la classe ouvrière française.

Nous voudrions cependant tenter de faire le point dans ce tourbillon d'événements nouveaux, où le devenir historique, le fil de l'évolution paraît se dérober devant l'analyse. Faut-il préalablement considérer que, non seulement en France, mais dans tous les pays, nous sommes entrés dans une période nouvelle où se liquide un passé de défaites et se renouent les liens d'un développement historique dirigé vers la révolution communiste ? La prudence la plus élémentaire nous oblige à partir de ce qui est pour explorer le devenir. Oui, personne ne pourra nier qu'un passé est en train de se liquider, non seulement sur les champs de la guerre impérialiste d'Espagne, mais aussi entre les frontières de tous les pays. Les partis communistes sont passés ouvertement de l'autre côté de la barricade ; les groupes issus de la dégénérescence centriste ont franchi le Rubicon avec les événements d'Espagne. Le prolétariat mondial n'existe plus que dans des groupements internationalistes du type de celui de notre fraction.

En arrachant, dans tous les pays, les derniers fruits dégénérés de la grande vague révolutionnaire de 1917, l'histoire faisait des fractions de gauche les uniques organes pouvant donner aux manifestations de classe des ouvriers une direction, mais elle indiquait aussi que, dorénavant, toute manifestation de classe allait se faire dans le sens de la reconstruction du prolétariat en dehors et contre tous les traitres et opportunistes.

Pourtant, nous n'avons pas du tout l'intention de nous dissimuler que, partout, existe d'une manière tenace l'Union Sacrée et qu'en Espagne la guerre impérialiste bat toujours son plein. En fait, ce qui nous permet de supposer — c'est là encore une intuition et non une position — que nous sommes entrés dans une phase où s'annoncent de grandes tempêtes sociales, c'est l'existence des phénomènes de la guerre dans tous les pays, au point de vue du comportement des classes et de leurs rapports : l'Union Sacrée pour la guerre, alors que la guerre ne se manifeste pas à coups de canons comme en Espagne. Voilà la situation que nous retrouverons en France, en Belgique, en Angleterre ; une situation réelle de guerre avec ses phénomènes économiques, sociaux, politiques si caractéristiques, voilà ce que nous trouverons en

Italie, en Allemagne, bien que ces pays en dehors de leur intervention en Espagne ne soient pas engagés dans des guerres du type de celle que nous avons connue en 1914.

L'extrême tension des situations qu'exprime cet état de choses se développe, aujourd'hui, non pas en accroissant les compétitions inter-impérialistes, mais en provoquant des explosions sociales. Pouvons nous en déduire que le système capitaliste est poussé dans une voie où, en évitant le précipice de la guerre impérialiste mondiale, il ne peut éviter que la tension des situations qui existe dans tous les pays se déverse dans des mouvements sociaux qu'il essayera de canaliser, de briser, et surtout de localiser ? C'est là une supposition que nous aurions tort de repousser à priori, d'autant plus que si nous prenons l'évolution de la France ou de l'Italie, nous verrons clairement que la situation intérieure de guerre qui s'y manifeste sous deux formes différentes n'évolue pas nécessairement vers une guerre impérialiste mondiale, genre 1914. La mobilisation intégrale du Grand Conseil fasciste est plutôt le produit de l'évolution des situations en Italie que le capitalisme tente de freiner avec des mesures désespérées. Il pourrait être question de la dernière carte que la bourgeoisie jette pour maintenir la domination fasciste sur le dos du prolétariat. En France, la situation est tout aussi édifiante. L'Union Sacrée scellée sous Laval au nom de la défense nationale (déclaration de Staline) est devenue, sous le Front Populaire, non plus seulement un moyen de soulever les ouvriers contre l'Italie attaquant l'Ethiopie ou l'Allemagne occupant la zone rhénane, mais tout un programme qui a pu se développer dans toutes les directions de la vie sociale, en dehors même d'une précipitation des événements vers la guerre mondiale. C'est le gouvernement Blum qui a lutté contre l'intervention en Espagne ; c'est lui qui a proposé les premières mesures pour limiter la tempête espagnole, alors qu'il commençait à dérouler les premières mesures de son programme d'Union Sacrée et de transformation de l'économie française sur un pied de guerre. Il est incontestable que nous nous trouvons devoir agir, en France, avec des positions politiques que nous avions l'habitude de considérer de rigueur en période de guerre impérialiste. S'il existe une contradiction entre cette situation de fait et la danse des milliards pour les armements, c'est un problème que nous devrons examiner, comme nous devrons aussi retrouver les causes du déroulement actuel des événements qui ne résident pas dans une quelconque volonté du capitalisme d'éviter la guerre mondiale sous les formes classiques de 1914, mais bien dans la tension des situations que nous connaissons depuis la révolution russe et qui accompagneront inévitablement la vie du capitalisme dans la phase de son déclin.

Ces considérations ont leur utilité au seuil d'une analyse de la situation en France, car elles tendent à faire comprendre que, depuis le conflit italo-abyssin, nous sommes entrés ouvertement dans une phase nouvelle. Et le caractère des mouvements qui ont pris corps depuis le mois de juin en France, les événements d'Espagne nous permettront d'affirmer qu'il n'est pire méthode que de nier ce fait et de continuer à parler sur la guerre qui vient, alors que nous vivons une série de situations où l'état de guerre existe déjà ; de même qu'il serait erroné de notre part de nous voiler les yeux devant les explosions sociales qui sont déterminées par la tension de guerre dans les rapports entre les classes. Ces problèmes, nous nous efforcerons de les traiter amplement dans un prochain numéro de « Bilan », car ils font partie de l'analyse de la situation internationale qui s'est ouverte devant nous.

***

Le trait dominant des événements qui se déroulent en France réside dans la difficulté qu'éprouve l'analyse à retrouver les contours d'une lutte acharnée entre les deux classes antagonistes de la société. Les ouvriers déclenchent spontanément les grèves d occupation des usines de juin, mais le mouvement est canalisé dans les accords de Matignon par le Front Populaire. Pour beaucoup, il s'ensuit que, puisque le Front Populaire peut se parer des grèves de juin pour renforcer ses bases parmi les ouvriers et développer son action gouvernementale, c'est bien la preuve qu'il a voulu ces grèves et qu'elles sont son œuvre.

Ce qui embrouille les cartes et la perception des événements, c'est que les

ouvriers français ont agi sous l'impulsion de ces contrastes de classe dont nous pensions, au moment du conflit italo-abyssin, que le capitalisme les aurait déversés dans la guerre impérialiste. Lorsque les ouvriers déclenchèrent leurs mouvements, ils étaient déjà acquis à l'Union Sacrée — au travers du Front Populaire, la force de « gauche » du capitalisme —. En France, comme partout ailleurs, le conflit d'Abyssinie a déterminé une reprise dans les industries lourdes travaillant pour la guerre et particulièrement en métallurgie. Le mouvement partira de là et personne ne se doutera de l'ampleur qu'il revêtira en quelques jours. L'explosion de la grève générale mettra au clair toute la situation : nous sommes arrivés à un point où les luttes revendicatrices des prolétaires ne peuvent réussir qu'à la condition d'évoluer vers la destruction du système capitaliste, car ce dernier se débat dans des contradictions insolubles. La France a beau se prévaloir d'une structure économique particulière qui n'est pas surindustrialisée et où le marché intérieur a encore une certaine importance du fait de la survivance de catégories indépendantes (petits paysans) ; elle peut tabler sur ses vastes profits coloniaux où les ravages de la lutte pour l'industrialisation sont moins accentués que dans l'Empire britannique. Pourtant, l'étau qui la serre à la gorge, c'est la phase de déclin du capitalisme où nous sommes entrés. Le contraste entre forces de la production et rapports de la production prend l'aspect d'une lutte à mort entre le capitalisme qui ne peut maintenir son profit qu'en pulvérisant le prolétariat et ce dernier qui ne peut préserver ses conditions d'existence qu'en brisant le régime. L'accumulation du capital se heurte aux limites du marché capitaliste et ne trouve d'issue que dans le militarisme, la politique d'armement effrénée. Le marché extra-capitaliste de jadis a emprunté la voie de son industrialisation où il ne peut aboutir que par la victoire du prolétariat sur les bourgeoisies indigènes qui, en accord avec l'impérialisme, la freine désespérément. C'est là un nouvel élément de perturbation de l'économie métropolitaine dont la France subit — moins que l'Angleterre — les contre-coups.

Certes, le fait que les bases de l'économie française soient, de loin, plus solides que celles d'autres pays, a une importance colossale dans la phase de déclin du capitalisme. Cela nous permettra de comprendre pourquoi le prolétariat français n'a pas trouvé d'impulsion décisive pour faire des explosions sociales qui se sont vérifiées depuis les ravages de la crise, des moments de la construction d'un noyau marxiste.

Les grèves de juin sont survenues comme une phase de ce duel historique que mènent les classes dans le climat de la décadence du système capitaliste, où la tension permanente de l'évolution économique s'accompagne de la tension permanente entre les classes. Ces grèves se sont embouteillées dans l'accord de Matignon : c'est vrai. Mais nous, pas plus que le capitalisme, nous ne pouvions prévoir qu'il s'agissait de toute une nouvelle situation mondiale dont on pouvait tout au plus avoir l'intuition.

Le prolétariat avait remis, à ce moment, son sort entre les mains du Front Populaire, allant satisfaire ses revendications dans l'ordre et « La Paix sociales. Ce même Front Populaire se présentant sur l'arène parlementaire comme une formation capable d'obtenir du prolétariat ce que l'on obtient de lui en temps de guerre : comme une tentative de déverser la tension sociale dans une autre issue que celle de la guerre mondiale. Matignon donna des résultats, mais il fallut que feu Salengro montrât les dents en juillet pour interdire les occupations des usines et promettre, en pure perte, au Sénat de prendre des mesures. Déjà se manifestait un phénomène qui nous montrera le caractère réel de la lutte engagée. Le coût de la vie augmente et rattrape les premières augmentations de salaire obtenues. Le cercle vicieux où le « grand économiste » qu'est Blum se débattra se constitue ainsi devant nous : la soi-disante augmentation du pouvoir d'achat des masses sera suivie d'une augmentation des prix, car le profit capitaliste résulte de la force de travail et non de la consommation que la bourgeoisie tend à réduire au minimum social qui est enfin représenté par le coût de la reproduction et la conservation des ouvriers.

Les événements d'Espagne jetteront le monde entier dans une phase de secousses sociales qui se répercuteront en France. Après Matignon, la bourgeoisie

et son Front Populaire s'orienteront vers des manipulations monétaires rendues indispensables par les grèves du Nord et la grande difficulté d'empêcher les métallurgistes de la Seine de débrayer à leur tour. C'est qu'entre temps les indices des matières premières ont commencé à monter et les industries clefs se remettent à travailler pour le réarmement. Les ouvriers ressentent cette « reprise » un peu particulière et, certainement, le rythme nouveau du travail influencera-t-il la prédisposition pour la grève.

Le gouvernement Blum est donc acculé à la dévaluation qui, comme en Belgique, s'annonce par l'exode des capitaux de la Banque de France, qui cherchent le calme social où le profit est garanti. Blum accepte et réalise la dévaluation avec la thèse des vertus de la circulation monétaire allant créer la reprise.. Puis, pour parer aux effets désastreux de la hausse des prix en France, avec la thèse des « Français se faisant confiance », des « Français se faisant crédit à eux-mêmes ». Mais les mois qui suivront la dévaluation et l'alignement international des grandes monnaies, au lieu de permettre aux prix français de se mettre au même niveau que les prix du marché mondial, et par la même d'augmenter les exportations de la France, verront se produire un boom des matières premières qui influenceront sur tous les prix de gros et donneront l'impression que l'on entre dans une « reprise » et non dans une phase fiévreuse de réarmement. Ce phénomène aggravera la montée des prix en France, où les trusts, monopoles, établissements financiers feront des affaires d'or sous prétexte de rajuster leurs prix de revient aux effets de la dévaluation ; de rajuster leurs prix de revient à l'augmentation de leurs charges sociales et, enfin, par rapport à l'augmentation des prix de gros du marché international. Blum essayera bien d'amadouer les financiers avec des avances plantureuses. Les grands magnats de l'industrie recevront des prébendes qu'ils n'auraient osé espérer sous un autre gouvernement. En réalité, le capital financier ne dominera jamais aussi profondément l'économie et la société française qu'à ce moment.

Après la dévaluation, les événements s'accélèreront dans une double direction. La conjoncture internationale ne permettra pas d'échelonner les effets de l'amputation monétaire. L'effervescence ouvrière se fera jour, et, de partout, monteront des cris pour obtenir un rajustement des salaires, la semaine des 40 heures. Déjà la bourgeoisie avait compris que l'intervention des gardes mobiles pour l'évacuation des usines ne valait momentanément rien. Il fallait céder provisoirement sur certaines revendications ouvrières pouvant déterminer des conflits, mais en même temps mettre sur pied un système d'emprisonnement et de paralysie du prolétariat et de leurs mouvements. C'est ainsi que, des effets de la dévaluation, naît l'arbitrage obligatoire, la notion de grève légale et illégale, la reconnaissance de la C.G.T. comme organisation la plus représentative aux yeux de la loi : l'incorporation des syndicats à l'État capitaliste. Certes, la bourgeoisie doit céder sur bien des points : augmentation des salaires, semaine des 40 heures. Mais il faut céder pour tenir tête aux réactions ouvrières suscitées par les effets, désastreux pour eux, de la dévaluation et des événements d'Espagne. Au fur et à mesure que le système d'arbitrage obligatoire se développe, se développe aussi la manœuvre du capitalisme reprenant tout ce que les ouvriers avaient cru gagner. Les trusts et organismes financiers qui contrôlent la grande industrie augmentent leurs prix de 70 p.c. Les petits industriels essayent de suivre le mouvement. Et, insensiblement, l'ouvrier sent qu'il va à nouveau se retrouver au point de départ et qu'il ne lui restera bientôt qu'un salaire nominal plus élevé.

L'autre direction que suivra le Front Populaire reviendra à aiguillonner les capitaux en quête de profit vers le réarmement de la France. Puisque les « Français doivent se faire confiance à eux-mêmes », « se faire crédit », on ne peut que déterminer un mouvement de « reprise » par la politique de réarmement. Seulement, il s'agit là d'une traite hasardeuse sur un avenir incertain. Le capital ne voulait s'engager qu'avec la certitude d'une véritable paix sociale et un taux d'intérêt respectable. Blum allait-il tenir avec la politique consistant à céder aux ouvriers pour permettre ensuite aux capitalistes de reprendre l'avantage par des manœuvres faisant crier à « L'Humanité » qu'il fallait en finir avec les trusts ? Les ouvriers étaient embrigadés dans l'arbitrage obligatoire. Peu de conflits

vaient pu se développer ces derniers mois. Blum se trouvait devant ce problème : Les Français refusaient de se faire crédit si le Front Populaire ne changeait pas de politique, et, d'autre part, les bénéfices de la dévaluation étaient déjà épuisés. Une voie s'offrait à lui : décréter la « pause » pour les ouvriers et offrir des garanties et des cadeaux au grand capitalisme pour le dédommager d'un coup des « pertes » que sa politique lui aurait fait subir.

Le 13 février, Léon Blum s'adressait aux fonctionnaires, leur conseillait « la modération » et la « patience », puis entonnait la chanson de la « pause » nécessaire pour arrêter le déficit budgétaire que la « reprise » aggravait par suite de l'augmentation de demande de capitaux pour la reconstitution des stocks de matières premières, etc... Le 21 février, à Saint-Nazaire, Blum et Jouhaux expliqueront la nouvelle politique et montreront aux ouvriers qu'en augmentant les salaires, « ce sera le cercle infernal », puisque les prix suivraient. On décrètera la « pause » pour les prix et pour les salaires. Jouhaux fera de la théorie et exposera les bienfaits du plan de la C.G.T. qui n'est pas caduc, tout en s'abstenant soigneusement de se compromettre. Mais il ne suffit pas de proclamer la « pause » : il faut la faire. Quel chemin suivra Blum ? Les arbitres et surarbitres sauront ce qu'ils auront à faire lors des conflits ouvriers. Le parlement adoptera des dispositions permettant de reviser (1) les prix démesurément augmentés. A cette occasion, Spinasse dira qu'il ne veut pas briser les reins au système capitaliste. Ne le savions-nous pas auparavant ? Mais tout cela ne suffit pas. Blum devait reprendre la politique de déflation combattue avec acharnement sous Laval : une compression de six milliards. Il faut déterminer un mouvement de rapatriement des capitaux exportés : ce n'est plus les Français qui doivent se faire confiance », mais les détenteurs de capitaux qui doivent faire confiance à la politique de Blum. Vincent Aurial sera doté d'un conseil qui, par hasard, sera celui de ce bon M. Laval, celui que le Front Populaire dénonçait comme l'instrument du Comité des Forges. Enfin, dernière mesure : l'emprunt à 4 1/2 p.c. qui est bien une des opérations financières les plus avantageuses auxquelles le capital ait été appelé à souscrire. Blum revient à « l'orthodoxie libérale » : il rétablit la liberté de vente et d'achat de l'or à l'intérieur de la France. Il protège et attire les capitaux avec un gain garanti et assuré. Voilà les cris d'allégresse qui ont salué la « pause ». Monsieur Gignoux, secrétaire général de la Confédération Générale du Patronat français, donnera l'appui du patronat français à la « pause » et aussi à la réussite de l'emprunt placé sous le signe de la défense nationale. Le Bulletin du Comité des Forges, lui aussi, pourra saluer la « pause » en mettant seulement en évidence qu'il fallait aller encore plus loin.

Dans le camp ouvrier, la « pause » a été accueillie avec un certain étonnement. « L'Humanité » a réagi en disant, par la voix de l'ineffable polichinelle et apprenti théoricien marxiste qu'est Thorez : « la pause aux Trusts ».

Mais il a suffi de coller la « pause » à l'emprunt national pour que le chauvinisme de ces Messieurs, ennemis acharnés du capital financier, se déversât dans des appels chaleureux à la souscription. La gauche socialiste de Pivert a dû admettre que la « pause » représentait une magnifique opération pour les capitalistes et son chef a démissionné de son poste d'attaché au cabinet Blum. Ces gens quittent le navire de Blum en détresse, comme de vulgaires rats, pour s'orienter vers la canalisation du mécontentement et de l'effervescence des ouvriers influencés par la S.I.F.O.

La signification de cette nouvelle étape est claire : depuis la dévaluation, la soi-disante reprise économique gravite autour du développement des industries de guerre. Ce n'est pas étonnant si nous connaissons un boom des matières premières (cuivre, zinc, etc...), car il s'agit d'un phénomène mondial. La grande masse des capitaux est placée devant ce dilemme : sa transformation en engins de guerre ou la congélation perpétuelle. Le mouvement actionné par Blum depuis la dévaluation conduit à faire de ces industries la clé de toute l'économie et l'expérience de l'Italie, de l'Allemagne nous prouve que l'organisation militaire de l'économie est en même temps une forme d'étranglement du prolétariat. C'est pourquoi nous avons au parallèlement le développement de l'arbitrage obligatoire. Aujourd'hui, on parle des ententes industrielles destinées à organiser le marché français sous la direction des grands organismes financiers et industriels : encore un phénomène qui peut se développer à la condition de fractionner complètement le mouvement ouvrier.

Le capitalisme laissait supposer qu'il doutait de la capacité de Blum pour arriver à une « pause » et embrigader les ouvriers dans des tenailles féroces. Blum ne s'est pas laissé décourager par les bruits de sa chute, ni par la campagne financière destinée à lui faire comprendre qu'il devait changer de politique ou céder la place. La « pause » représente ainsi le terme d'un processus de désagrégation et de canalisation des mouvements ouvriers qui se sont échelonnés depuis juin 1936, ainsi que le commencement d'une nouvelle attaque. Les capitaux reviennent donc dans une atmosphère de fête : l'Exposition Universelle est proche ; le prolétariat est relativement calme ; l'attaque s'annonce bien et a commencé sous d'excellents auspices (six milliards de déflation). Maintenant le problème est de savoir où l'on prendra les centaines de millions d'intérêts qu'il faudra payer pour les 13 milliards de l'emprunt. Déjà « Le Temps » a indiqué la direction. Il s'agit de « redresser » la situation du pays avec cet emprunt destiné à la défense nationale. Certes, c'est une hypothèque, mais tout dépend de la politique du gouvernement. L'emprunt doit permettre la « reprise » par la fabrication de matériel de guerre et les intérêts et bénéfices seront retirés de l'accroissement de l'exploitation du prolétariat emprisonné dans l'arbitrage. D'ailleurs l'expérience des nationalisations prouve que les usines de guerre sont celles où règne le plus grand calme social, où les conditions de travail des ouvriers sont les plus exécrables du fait de la propagande socialo-centriste en vue des nécessités de la Défense Nationale.

Est-ce un hasard si la « pause » a été inaugurée non seulement par la vieille politique de déflation de Laval, un emprunt favorable aux capitalistes (présenté par Monsieur Lebrun lui-même) et aussi par les massacres de Tunisie et ceux de Clichy ? Nous avons déjà écrit dans « Bilan » que, derrière l'arbitre et le surarbitre pointait la crosse du garde mobile et que Blum saurait faire respecter l'ordre. En Tunisie, on tue des grévistes et la meute des chacals du Front Populaire trouve moyen de parler de louches provocateurs. A Clichy, la gendarmerie protège une réunion Croix de Feu et massacre impitoyablement les ouvriers : il s'agit, bien sûr, d'une erreur et demain la canaille parlera de mouchards, d'individus louches (1) sur qui retombe toute la responsabilité.

Voilà l'aspect réel de la « pause » pour les ouvriers : la répression la plus noire. Et si les fusils des gardes mobiles sont partis en Tunisie et à Clichy, c'est parce que le capitalisme crée une ambiance destinée à tâter le pouls du prolétariat et à lui permettre de creuser « la pause » dans les chairs des ouvriers.

***

Le Front Populaire est au bout de son rouleau. Sous prétexte de reprendre haleine, il doit employer des moyens forts pour étrangler le prolétariat de ce pays. Et, incontestablement, le mécontentement règne. Ce n'est pas par hasard qu'une contre-manifestation ouvrière dégénère en émeute et que la force répressive du Front Populaire doit tuer des ouvriers que les mots et les promesses persuadent de moins en moins. Après dix mois de Front Populaire, les ouvriers français se retrouvent dans des conditions de vie pas meilleures à celles de juin 1936. Mais ils perçoivent confusément que le chemin de l'Union Sacrée pourrait ne pas être leur chemin de classe. Les organisations syndicales, dans cette nouvelle période, accentuent leur caractère réactionnaire et, sous la direction des centristes, particulièrement dans la région parisienne, attaquent violemment les « trotskistes et anarchistes » confondus avec les doriotistes. Demain l'on passera à leur exclusion, alors que la C.G.T. souscrit 250,000 fr. à l'emprunt national.

C'est à ce point que nous nous trouvons aujourd'hui, et si l'on veut établir le bilan, l'on doit forcément arriver à cette conclusion : les trois phases de la politique de Blum : celle de Matignon, celle de la dévaluation et celle de « la pause », représentent la continuation de la politique du capitalisme (celle de Doumergue, Flandin, Laval) dans de nouvel-

---

(1) « L'Œuvre » a déjà commencé et les « trotskistes » seraient les provocateurs !

les conditions. Et les trois aspects de cette politique du Front Populaire représentent la marche même des événement, le déroulement de la lutte des classes dont elles sont l'expression capitaliste. Matignon n'est pas opposé à la dévaluation, (bien qu'on ait voulu l'éviter) comme la dévaluation n'est pas opposée à la « pause » (bien que la dévaluation devait ranimer l'économie). Il s'agit de trois positions capitalistes bien reliées entre elles et imposées chaque fois par l'attaque des ouvriers. Blum, sous d'autres formes, continue Laval et cela est dans la logique des choses.

Pourtant, l'Union Sacrée continue en France. Mais elle se crevasse de plus en plus et, bientôt, le capitalisme ne se contentera plus de demander une autre politique à Blum ; il le renvoyera pour faire face à d'autres moyens aux réactions ouvrières. Il est vrai que nous avons devant nous la « trêve sociale » de l'Exposition. Des événements comme ceux de Clichy doivent ouvrir les yeux à des couches d'ouvriers. L'essentiel serait de voir le prolétariat français trouver dans l'expérience du Front Populaire la force de définir son chemin de classe. Et, à ce sujet, nous devons arriver a cette constatation : tous les groupes issus de la lutte contre la dégénérescence centriste ont franchi la barricade lors des événements d'Espagne et si des sursauts ouvriers éclatent en France contre le Front Populaire, ils ne pourraient que les conduire dans la même direction que celle qui a vu se creuser la tombe du prolétariat espagnol. L'ironie de l'histoire veut que les groupes trotskistes, qui ne sont plus que le reflet déformé de ce que voulaient les ouvriers internationalistes en 1927-28 et qui représentent, politiquement, des ailes gauches de l'idéologie social-démocrate, font figure de points de rassemblement des énergies révolutionnaires. Il est impossible de croire que le prolétariat français ne puisse accoucher d'autre chose que d'avortons incapables de le conduire vers ses buts révolutionnaires.

Notre fraction a levé le drapeau de la création de fractions de gauche dans tous les pays. La gravité de la situation en France commande aux révolutionnaires de ce pays de quitter tous les groupes contre-révolutionnaires (Trotskistes, Que Faire?, Union Communiste) qui ont passé la barricade lors du massacre en Espagne. Il faut qu'ils se regroupent dans une formation internationaliste dont notre fraction aidera, de toutes ses forces, à jeter les bases. Nous ne disons plus seulement « en dehors des partis communistes traitres à la révolution », mais aussi « en dehors des groupes soi-disant communistes de gauche qui ont trahi les principes de l'internationalisme et sont devenus incapables de servir à la construction d'un groupe communiste véritable ».

La tension des situations en France est partie intégrante de la tension des situations dans le monde entier. L'heure de la liquidation et de la reddition des comptes cherche peut-être sa voie dans les tumultes sociaux dont nous percevons des signes précurseurs. Les communistes internationalistes de France doivent se regrouper pour participer, au nom des intérêts révolutionnaires des ouvriers français, à la grande œuvre de renaissance et de construction de la nouvelle Internationale qui sera - et nous ne faisons que répéter ce que nous écrivions dans le n° 1 de « Bilan » - le fruit du réveil du prolétariat dans le monde entier qui retrouvera le chemin du pouvoir. Et si même l'évolution des événements suivait un autre cours, bien plus long et plus accidenté encore que celui que nous pressentons, la trahison de tous les groupes existant en France aura quand même été l'indice qu'une liquidation qui s'est effectuée au sein du prolétariat et que le terrain existe pour profiler les bases d'un nouveau groupe en France : une fraction française de la gauche communiste internationale.

L'élection de Bruxelles
Une victoire du Socialisme National
Un échec de Degrelle

Par rapport aux élections de mai 1936, celles du 11 avril dernier, ne présentent pas de grandes différences au point de vue arithmétique. En effet sur le nom de Van Zeeland se sont retrouvée les voix des partis catholiques, libéral, socialiste et communiste qui avaient appelé leurs troupes à voter pour le Premier Ministre, alors que Degrelle a obtenu, à quelques milliers près, les voix qui s'étaient affirmées en 1936 sur les listes rexistes, réaliste et celle des nationalistes flamands, ces derniers ayant décidé cette fois de voter pour lui.

Toutefois une analyse des situations révèle la différence existante entre les deux scrutins et fait apparaître l'importance de l'élection partielle de Bruxelles et son retentissement international.

Tout d'abord, s'il est juste de parler d'un échec personnel de Degrelle, il est absolument faux de dire que s'est son programme qui a été battu le 11 avril.
Et encore cet échec personnel a-t-il l'importance et les conséquences que lui ont attribué les quatre partis en se basant sur le nombre de voix totalisées par Van Zeeland? Si l'on considéère l'élection partielle à elle seule, il est certain que Degrelle est le grand vaincu de la journée. C'est lui en effet qui, le 7 mars, avait pris l'initiative de la bataille en convoquant un grand meeting au Palais des Sports, où il déclara : « L'heure est venue des décisions énergiques. Il nous faut la bataille, il nous la faut tout de suite. Ce soir nous déclarons la guerre au régime. Il faut que les belges se comptent. Il faut qu'on en sorte, plutôt mourir que de piétiner sur place... La victoire, nous l'aurons. A Rex on gagne toujours. Nous sommes sur la piste, l'épée au poing! A nous Bruxelles! Pour la victoire. » Quand la décision de Van Zeeland de se présenter candidat fut connue, l'organe rexiste le « Pays Réel » imprimait : « A nous deux, M. Van Zeeland ! Leur pot-pourri final à la sauce Van Zeeland va indigner les électeurs de toutes les tendances. M. Van Zeeland, enfin, n'a absolument rien pour galvaniser Bruxelles « in extremis ». Dans trente-sept jours, M. Van Zeeland aura dû rendre son tablier ministériel. »

Les 275.000 voix du Premier Ministre, contre les 69.000 de Degrelle, comparées aux déclarations de guerre initiales de ce dernier, donnent au match une conclusion qui pourrait faire croire au dégonflage définitif du rexisme. L'organe philo-fasciste, la « Nation Belge » est forcée de dire que l'échec est cuisant, puisque celui qui avait déclenché l'attaque recule au lieu d'avancer

Degrelle avait décidé d'emprunter à peu près le même chemin qu'avait suivi Hitler en 1932 et qui devait le conduire au pouvoir en janvier 1933.

La réaction du gouvernement et des partis traditionnels n'avait pas été dissemblable de celle qui s'était produite en Allemagne et qui fraya la voie à Hitler. Sur les traces des socialistes allemands qui modifièrent la loi pour empêcher que les succès du « plébiscite » provoqué par Hitler et appuyé par les centristes obtienne la dissolution du Landstag démocratique de Prusse, les socialistes belges avaient pris l'initiative d'une loi qui déjouait la manœuvre rexiste de faire démissionner leurs députés, à tour de rôle, afin de provoquer une série d'élections partiellees.

Il y avait donc concomitance entre l'attitude de Degrelle et de Hitler d'un côté, et de ce que les fascistes appellent le « régime » de l'autre. C'est sur le plan de la légalité que la bataille devait se dérouler. Il faudra ajouter que c'est juste après un échec électoral hitlérien, succédant à la série des victoires précédentes, que Von Papen fut chargé par Hindenburg de torpiller le ministre Van Schleicher et de former le nouveau cabinet Hitler. L'échec du 11 avril peut-il avoir la même conséquence que les élections de novembre 1932 en Allemagne, et à brève échéance, assisterons-nous à l'arrivée de Degrelle au pouvoir?

Il est certain que le plan du capitalisme belge ressemble beaucoup à celui du capitalisme allemand : canaliser autour d'une

personne toute la réaction produite par les secousses de la crise économique et la spoliation qui en résulte des masses travailleuses des villes et des campagnes. Degrelle lèvera le drapeau de la lutte contre les pourris et il lui sera facile de prouver que socialistes, libéraux et catholiques sont tous logés à la même enseigne puisque chacun de ces partis est compromis dans les scandales financiers qui ont accompagné l'écroulement d'institutions de crédit où l'on avait pu attirer l'épargne des ouvriers, des paysans, des petits bourgeois, sous le prétexte de la sauver de la convoitise du grand capitalisme. Ce dernier qui par la dévaluation préparée par le « bankster » Theunis et légalisée par le gouvernement de « Renovation Nationale » de Van Zeeland, avait pu rétablir un équilibre avec le niveau de la production intérieure et internationale, avait jeté des millions dans les caisses de Degrelle sans toutefois négliger d'alimenter celles des autres partis qui ont, eux aussi, dépensé des millions pour la campagne électorale de Van Zeeland.

C'est donc dans les cadres strictes non seulement du régime capitaliste, mais aussi des conséquances de la crise économique que la bataille s'est déroulée.

C'est au lendemain du dépôt des conclusions de la commission Servais (l'équivalent à peu près de celle de Stavisky) et où l'opération avait été menée pour étouffer les innombrables scandales, que Degrelle juge le moment venu pour entamer la bataille. Malgré l'échec du 11 avril, peut-il prétendre à un avenir du type de celui de Hitler? Question à laquelle il est impossible de donner une réponse à l'heure actuelle. Bracke, dans le « Populaire », a dit que la victoire de Van Zeeland représente un obus dans le corps du « fascisme international ». Sa prédition vaudra-t-elle autant que celle de Blum, qui en novembre 1932, parla de l'échec définitif de Hitler?

Il ne nous intéresse point de nous lancer dans le jeu stérile des prophéties, mais de dégager la signification réelle de l'élection partielle, des modifications substantielles qu'elle revèle par rapport au scrutin de mai 1936, ce qui permet aussi de comprendre que, du point de vue du maintien des anciennes assises du capitalisme belge (les cadres des partis traditionnels et de leur politique), la victoire de Van Zeeland, celui qui est présenté comme l'étendard des traditions de la Belgique, l'élection du 11 avril est sans lendemain.

Avant les élections de mai 1936 Van Zeeland, dans un discours prononcé a Bruxelles, prona ouvertement le corporatisme et lorsqu'après ces élections Van Zeeland donna sa démission, les grandes grèves s'annoncaient en Belgique,, comme une replique inévitable aux mouvements qui avaient éclaté en France. Le rexisme venait de remporter un succès éclatant après une année de gouvernement d'Union Nationale que les socialistes présentaient comme le gouvernement de la réparation des méfaits du « cabinet des banksters ».

Encore une fois le lit du fascisme avait été soigneusement préparé par la social-démocratie toute entière y compris jusqu'au représentant le plus tapageux de son aile extrême gauche, M. Spaak, devenu du jour au lendemain ministre dans le gouvernement de Rénovation Nationale.

Au cours des tractations pour fourmer son ministère, Van Zeeland ne se gêna point pour exposer les lignes essentielles de son programme. Flanqué qu'il était par De Man, dans son équipe, il proclama la nécessité de préparer une réforme substantielle de l'Etat pour qu'il puisse répondre aux nécessités nouveles de la situation.

Aussitôt revenu d'Allemagne, De Man avait expliqué la victoire de Hitler par le fait que les socialistes de ce pays n'avaient pas su saper les bases de son édifice. Marquet et les néos en France avaient soutenu la nécessité de lancer le parti socialiste à une « course de vitesse » contre le fascisme (ce à quoi Blum devait se rallier pleinement par après). De Man bien plus catégorique, avait proclamé qu'il n'y avait qu'une seule possibilité de faire échec à la victoire du fascisme : donner une solution « démocratique » aux problèmes que posait la nouvelle situation en passant à une refonte totale de l'Etat. Tout le problème consistait à voir si en Belgique, le capitalisme pouvait arriver par d'autres voies à des résultats analogues à ceux obtenus en Allemagne au travers de Hitler. Problème qui se pose en définitive ainsi : sans anéantir, par la terreur, toute organisation ouvrière, le capitalisme belge pouvait-il parvenir à endiguer les vagues de la lutte prolétarienne en les faisant refluer contre l'édifice d'un régime adapté aux nouvelles circonstances?

Les commentaires au Plan, bien plus que le Plan lui-même prouvent à l'abondance que c'est l'objectif de la suffocation du mouvement de classe, des grèves que l'on vise, de ces grèves que l'on considère comme ne répondant plus aux intérêts des travailleurs engagés désormais dans la voie des « réformes de structure ». Et De Man ridiculisera l'ancien réformisme qui n'aboutit à rien pour clamer que cette fois-ci il s'agissait de reformer pour du bon de s'attaquer donc à l'hypercapitalisme, le même «« fléau » que Hitler dénonçait pour assaisonner de démagogie le plan capitaliste d'écrasement du prolétariat.

Van Zeeland parle, en juin 1936, de l'institution d'un régime corporatif, mais il est forcé de mettre une sourdine à sa musique philo-fasiste car les grèves vont éclater et un ministère à plus large participation socialiste doit être soudainement constitué pour faire face à la situation. D'un autre côté la Commission Syndicale, en plein accord avec la Centrale Chrétienne, se charge de surveiller de très près la situation pour lancer le mot d'ordre de la rentrée au travail. Lorsqu'éclata à Anvers la greve des dockers (c'est de là que parti le colossal mouvement grèviste de juin), la Commission Syndicale lança l'interdit brutal contre la grève que l'on appela par la suite « sauvage ». Quelques jours après il devient impossible de maintenir cet interdit, car 500,000 ouvriers étaient descendus dans la rue (pour avaliser sans doute la politique d'un an de gouvernement)...en même temps qu'un « Comité de l'ordre » fut formé au sein du gouvernement et où les socialistes siègeaient; les rôles étaient bien répartis, d'un côté les gendarmes pour « maintenir dans la légalité » les grèves, de l'autre côté la Commission Syndicale qui prend la direction de la grève pour guetter le moment propice à son étranglement.

Bondas, un des dirigeants de la Commission Syndicale, a récemment révélé que lors des tractations pour la constitution du deuxième gouvernement Van Zeeland, le point de friction qui ne put être éliminé fut celui de la légalisation des organisations syndicales; le moment n'était pas encore venu d'établir un accord sur cette question et cela nous à causé de l'opposition de la Commission Syndicale, mais parce qu'une situation s'était ouverte où la note dominante était représentée par le formidable élan de la classe ouvrière déclenchant ses grèves puissantes.

Quelques mois après la résorbtion du mouvement de juin, la situation précédente se révèle à nouveau : les grèves n'avaient pu qu'imposer un point d'arrêt à l'exécution du plan du capitalisme qui se poursuivra désormais à une allure bien plus rapide qu'au paravant. Contre Degrelle qui, au parlement, lance sa patrouille à la lutte, contre les pourris tout en menant sa bataille en ordre dispersé (le député rexiste Syndic n'arrivera même pas à l'heure pour développer son interpellation), fait un tapage énorme dans la presse et au travers de ses meetings. L'ex-gauchiste Spaak déclenche la bataille anti-rexiste et explique, au meeting de St-Josse de l'automne 1936, ce que signifie la formule « pour la démocratie un nouveau départ ».

Ce qu'il fallait — disait Spaak — pour combattre avantageusement le rexisme, c'était une « vague de fond » soulevant les masses, les dressant contre la démagogie de Degrelle à qui il fallait enlever tous les atouts et notamment celui d'être le grand renovateur. Les scandales financiers allaient être rigoureusement mis à nu et les responsables sévèrement punis (nous avons déjà dit que la Commission Servais a conclu ses travaux en dissimulant toutes les formidables responsabilités personnelles engagées dans les tripotages financiers sous un flot de considérations générales sans aucune portée pratique), ce sur quoi il fallait s'appuyer c'était l'amélioration de la situation générale et des conditions de vie de « toutes les classes », les ouvriers avaient encore des raisons d'être mécontents mais le gouvernement, soucieux des intérêts des plus humbles, n'aurait pas failli à ses promesses et le programme, établi en juin 1936, allait être appliqué.

Tout comme, pour répondre à la rénovation économique de 1935-1936, les ouvriers avaient fait déferler les grèves de juin pour imposer au capitalisme leurs revendications, d'ailleurs fort modestes, en janvier 1937, les métallurgistes et les mineurs s'apprêtent à nouveau à la lutte pour répliquer au discours de Spaak e le gouvernement, par le canal de la Commission mixte des Mines, et appuyé par la Centrale des mineurs dont le secrétaire est Ministre du Travail, parvient à éviter qu'une lutte se déclenche pour les 40 heures et les mineurs sont à nouveau bernés.

La semaine des 44 heures est accordée mais entourée d'une série si compliquée de

possibilités de dérogations que le patronat pourra obtenir, que, pratiquement, cette loi n'aura aucune signification réelle.

A part le ronflement des phrases — Spaak est maître dans le jeu d'Arlequin — il y avait une idée centrale « nouvelle » dans le discours du ministre des Affaires Etrangères.

De nombreux ministres étaient présents au meeting de St-Josse, où en difinitive la formule « pour la démocratie un nouveau départ » signifiait que désormais il fallait ne plus se borner aux organisations existantes et s'en remettre à l'Etat, au gouvernement qui prenait la tête du combat, interdisait par la suite la manifestation rexiste du 25 octobre, organisait des meeting monstrueux et faisait descendre ses ministres parmi la foule. Spaak apporta l'adhésion officielle du Premier Ministre et le départ était effectivement donné pour frayer la voie à une progressive transformation de l'appareil de l'Etat : les rouages de ce dernier devaient emporter les masses entières sous prétexte de la lutte contre le rexisme. En fait il s'agissait de réaliser — en dehors de Degrelle et dans une lutte contre lui — les parties essentielles du plan fasciste, mais sous l'édition « belge » celle correspondante évidemment aux nécessités du capitalisme de ce pays.

Un mouvement inter-parti, à l'image du gouvernement fut créé, mais avec des fonctions subsidiaires (le ministère gardant directement les leviers de commande) : « Belgique toujours » qui lança le mot d'ordre « Le roi, la loi, la liberté » et M. Van Zeeland prit le contrôle d'un grand journal bruxellois « L'Indépendance Belge », qui subit à cet effet des transformations dans le personnel de direction, auparavant sympathisant pour Degrelle.

Tous les partis se rallièrent progressivement à la campagne anti-rexiste du gouvernement; celui qui hésita le plus ne fut point le P. O. B., mais le parti catholique. Celui-ci songeait surtout à opérer une transformation de l'équipe gouvernementale, y reprendre une position d'hégémonie en en écartant les socialistes, et à cette fin, opérer une conjonction avec le mouvement rexiste que l'on voulait ramener au bercail. Les assemblées de la Droite parlementaire et de la Fédération catholique de Bruxelles révélaient nettement cette orientation politique qui ne s'est pas réalisée uniquement parce que la situation du pays ne pouvait pas se résoudre par une simple crise ministérielle, mais exigeait une refonte radicale de toute l'assiette politique du régime.

Le P. O. B. et le Parti Communiste avaient immédiatement donné leur adhésion à la campagne gouvernementale : la gauche du P. O. B., en accord avec les centristes, soutenait toutefois, que l'accord à la lutte engagée par le ministère ne pouvait être efficace qu'à la condition de ne pas en faire l'axe de la bataille antifasciste. Ce rôle central ne pouvait revenir qu'au Front Populaire et il faillait s'opposer au mouvement « Belgique toujours ».

Spaak répondait que l'on ne devait pas recopier en Belgique ce qui avait été valable pour d'autres pays, la France et l'Espagne notamment, et que la voie la plus sûre pour battre le rexisme consistait à maintenir en force la collaboration gouvernementale, le ministère Van Zeeland qui allait répondre par des actes aux fanfaronnades de Degrelle.

Entretemps le projet pour la législation des syndicats allait entrer dans une phase nouvelle. Un commissaire royal fut nommé pour mener une enquête sur l'assurance contre le chômage involontaire et une Commission inter-ministérielle fut chargée d'apprêter un texte de loi. Dans cette Commission siège un représentant de la Commission Syndicale qui n'engage pas la responsabilité de l'organisation mais qui a été toutefois autorisé à y siéger. Il n'est pas possible de nier que les formes sont scrupuleusement respectées et l'on tâte soigneusement le pouls des masses pour voir quand le moment sera venu pour déclencher l'attaque définitive : le triomphe de Van Zeeland n'est qu'un pas important vers cette direction mais la question n'est pas encore résolue.

Ce sont les événements d'Espagne qui fourniront l'occasion pour l'élancement du raz de marée qui devait plébéciter Van Zeeland le 11 avril.

Le P. O. B. était agité par les deux courants. Spaak-De Man s'appuyant sur «Belgique toujours » et faisant du gouvernement le pivot de la bataille : la gauche de Brunfaut-Marteaux (la Fédération Bruxelloise) en accord avec les centristes, soutenant la nécessité de la constitution d'un Front Populaire qui n'excluait point d'ailleurs l'appui à la campagne ministérielle, mais alors d'une façon indépendante. Il se serait donc agi d'un compromis entre le « bloc ouvrier » (P. O. B.-P. C.) et le gouvernement, mais l'autonomie des masses en aurait été sauvegardée. Les gauchistes ne sont vraiment pas difficiles quand ils parlent d'autonomie...

La situation exigeait un premier éclaircissement et Spaak d'abord, De Man ensuite, prennent l'initiative de déblayer le terrain des équivoques : ils donnent au journal de Van Zeeland, deux interviews retentissantes où la formule est ouvertement lancée : « socialisme national », ce qui n'est évidemment pas le « national-socialisme » ou la négation totale de l'internationalisme, mais ce qui signifie la réalisation la plus complète des possibilités de l'économie du pays en une situation internationale où l'établissement des économies fermées et autarchiques oblige l'Etat belge à etendre son contrôle sur toute la vie du pays afin d'en extraire le maximum possible : la contribution à la paix du monde s'en trouve ainsi avantagée et l'internationalisme socialisté est sauvegardé, mais cette fois-ci par les faits et non par des phrases creuses. Que répondra-t-elle la gauche du P. O. B.? Simplement ceci : que le mot de réalisations « nationales » doit être remplacé par l'autre de l'« exploitation » des circonstances nationales : l'on voit bien que la divergence n'est pas très profonde entre les deux courants qui devaient d'ailleurs converger fraternellement sous l'enseigne de Van Zeeland.

Mais il s'agissait de déclencher la vague de fond dans les masses pour les rallier au programme gouvernemental et à cet effet les oppositions de mots d'une même formule nationaliste ne suffisent plus et l'expert manœuvrier qu'est Vandervelde, comprit qu'il fallait faire des événements d'Espagne le levier permettant de souder les ouvriers belges au car de l'Etat capitaliste.

S'appuyant sur la scandaleuse attitude du gouvernement, à propos de l'affaire Borgraeve, attitude prise à l'initiative du ministre « socialiste » Spaak et approuvée par tous les autres ministres « socialistes », Vandervelde donc y compris, ce dernier démissionne du ministère et reprend le bâteau de la présidence du Parti Ouvrier Belge. Cam. Huysmans, le précident de la Chambre, part pour l'Espagne et fait des déclarations sensationnelles pour la défencé de la démocratie. Le Congrès du P. O. B. appelé à résoudre les problèmes de la politique intérieure, se déroule sous l'emprinte des événements d'Espagne au sujet desquels l'on ne dira d'ailleurs pas un mot de la question épineuse : le million exigé par Spaak au gouvernement de Valence alors que l'on ne réclame pas un centime pour tous les ouvriers qui sont assassinés par le capitalisme espagnol.

Pour parfaire l'Union Sacré autour du gouvernement, il faut réaliser l'Union Sacrée des masses autour du P. O. B. Vandervelde s'en charge et le Congrès se termine sur une note de concorde qu'il n'était d'ailleurs pas difficile à établir. Les idées de Spaak et De Man ne sont pas condamnées, elles ne sont pas approuvées non plus et tout le monde est d'accord pour une manifestation en solidarité avec le gouvernement de Valence.

Immédiatement après, Degrelle décide de provoquer une élection partielle, Van Zeeland présente sa candidature et le 13 mars, le meeting pour l'Espagne représente aussi l'ouverture de la campagne électorale pour le triomphe de Van Zeeland; le sang des ouvriers espagnols sera abondamment exploité pour livrer les ouvriers belges au capitalisme de ce pays.

La bataille électorale de Belgique ne peut pas êêtre comparée à celle militaire qui se déroule en Espagne. La différence n'est toutefois que dans les formes de la lutte et l'enjeu de cette dernière, car quant à l'essentiel, au comportement des classes, le parallèle peut être établi : dans les deux pas le capitalisme parvient à traîner, à sa suite, les masses ouvriers, sous le prétexte que l'ennemi à battre ce n'est plus la bourgeoisie, mais le fasccisme qui menace les libertés démocratiques, la civilisation et la paix. Toute la campagne électorale se développe sous le signe de mettre « hors d'état de nuire » les fauteurs de trouble, de prévenir « la guerre civile » et des deux côtés on rivalisera à qui est le plus fervent zélateur de la paix sociale : Van Zeeland sera présenté comme le « sauveur du pays », alors que Degrelle exploitera les événements de France et d'Espagne pour dire que, afin de prévenir efficacement les troubles, il n'y a qu'une solution : déblayer le terrain des partis pourris et laisser s'exprimer la « volonté libre du peuple ».

En réalité c'est sur un même fond de classe que Van Zeeland et Degrelle s'af-

frontent. Ce qu'ils veulent tous les deux c'est la préservation de l'ordre et s'ils s'y prennent par des forces différentes, il n'est nullement dit que des possibilités de composition n'existent pas entre les deux programmes de rénovation de l'Etat belge.

Commençons par indiquer ce qui départage les deux courants. Van Zeeland a mitigé, au cours de la dernière campagne électorale, le programme qu'il avait exposé avant les élections de mai 1936 et au cours desquelles il avait préconisé l'institution des corporations. Il a maintenant parlé de la nécessité des partis politiques et a émis l'hypothèse que le parlement pourrait s'accompagner avec l'institution d'organismes à caractère consultatif, et représentants les grands courants économiques du pays. Degrelle, par contre, clame que le mal résidant dans l'existance des partis, ce qu'il faut c'est de rétablir une correspondance directe entre le peuple et les gouvernants. Le suffrage universel n'est nullement écarté et l'on se vantera même d'en être le véritable défenseur.

Il nous faudra dire un mot quant au corporatisme. Les expériences d'Italie et d'Allemagne, prouvent clairement qu'il n'y a là rien qui puisse correspondre à la réalité des situations actuelles. Le capitalisme, dans sa phase descendante et de déclin, ne peut aucunement emprunter les formes de l'organisation économique et politique propres au début de sa vie, quand il n'était pas encore parvenu à fonder son Etat sur les ruines du régime féodal. La vie économique et politique actuelle exigent une centralisation extrême du pouvoir et la dissémination d'initiatives corporatives se manifeste comme étant une impossibilité absolue. Les rodomontades de Mussolini au sujet de l'organisation corporative de l'Etat fasciste, ne pouvaient avoir d'autre but que celui de faire croire à une indépendance des différentes catégories sociales par rapport au capitalismes dont on aurait maté les excès « déraisonnables », de leur donner une illusion de pouvoir. L'existence des corporations en Italie, tout autant qu'en Allemagne d'ailleurs, s'accompagne avec l'institution d'une dictature totalitaire ne supportant ni limitation, ni même aucun contrôle.

La signification des corporations doit être cherchée ailleurs, et dans le domaine des réalités actuelles et de classes. Il fallait un succédané à l'exercice de la terreur blanche se manifestant au travers de toutes les institutions spécifiques étatiques, complétées par les organisations fascistes. Il fallait pouvoir pénétrer au sein des masses et dans les usines pour canaliser immédiatement, dans la voie de la collaboration avec le patronat, tout remous provoqué par l'antagonisme de classe. A chaque occasion, quand la répression préventive de l'Etat ne suffit pas et que le danger se présente d'une agitation embrassant de couches importantes d'ouvriers, le syndicat fasciste intervient pour prendre immédiatement la direction du mécontentement. Assisté du gendarme qui aura préalablement expurgé l'ambiance des éléments les plus avancés des ouvriers, en les consignant au Tribunal Spécial, le dirigeant du syndicat fasciste imposera la solution à donner au problème surgi et les travailleurs n'auront plus qu'à se soumettre.

En définitive ces syndicats représentent de véritables prisons où l'on parvient à faire refluer immédiatement toute agitation ouvrière et à y donner la solution correspondante au maintien de la « paix sociale ». Leur rôle est toutefois accessoire, car l'essentiel est uniquement représenté par l'existence des organes répressifs de l'Etat et par l'anéantissement des organisations de classe du prolétariat.

Van Zeeland avait donc émis l'hypothèse d'une conciliation des deux idées : persistance des partis et leur indépendance, mais abandon de l'indépendance des organisations syndicales et de classe. Pour y parvenir il fallait obtenir non seulement l'adhésion des partis traditionnels à la nécessité de la réforme de l'Etat, mais déterminer dans toute la structure du régime une évolution permettant d'instituer la nouvelle organisation du capitalisme, permettant, en un mot, la réussite de la solution belge aux problèmes actuels.

Il est évident que l'idée de l'indépendance des partis ne peut que correspondre à l'autre de l'indépendance des organisations syndicales, mais une fois que l'on en parvient à obtenir au point de vue de la légalité, l'incorporation des syndicats à l'Etat, le pas essentiel est franchi et des possibilités se présenteront pour constituer l'Union des Belges» autour d'un programme de « socialisme national ». Le P.O.B., ainsi que nous l'avons dit, a vite fait par le truchement de Vandervelde, de reconstituer son unité sacrée autour de Van Zeeland et le parti communiste s'est pleinement rallié à la nécessité primordiale du «Front de la démocratie ». Dans son « Message au Peuple », du 18 avril, le parti communiste proclame qu'il n'est pas vrai que le Front Populaire représente une nécessité pour la Belgique (Spaak avait dit la même chose il y a un mois à peine) et que l'élection du 11 avril ouvre la voie à la constitution d'une véritable entente des Démocrates pour préserver le pays des dangers de la guerre civile. D'un autre côté le Parti Catholique subit lui aussi une profonde transformation. La voie qui peut mener à la reconstitution de l'unité catholique s'avère être fort accidentée, car en plus de la dissidence rexiste, il y a l'opposition séparant le groupe flamand du groupe gallon. Les multiples tentatives de refaire l'unité ont toutes échouées, mais l'élection du 11 avril a toutefois permis d'individuer la tendance qui se dessine au sein des différentes organisations du Parti Catholique. Auparavant il semblait se déterminer une évolution qui aurait pu conduire à la victoire du Parti Populaire Catholique Flamand et du Parti Catholique Social, sur le dos de la Ligue des Travailleur Chrétiens. Au cours de cette opération il aurait été possible de résoudre même le problème de la dissidence rexiste. Une telle solution ne pouvait que s'exprimer par le retour du Parti Catholique au gouvernail de l'Etat et à la reconstitution d'un gouvernement de droite contre lequel le P. O.B. aurait fait opposition. Mais alors les difficultés auraient été plus grandes pour faire passer la réforme de l'Etat et la légalisation des organisations syndicales. L'expérience des gouvernements de droite d'avant 1935 avait bien prouvé que ce n'était pas là la meilleure voie pour estomper les conflits de classe, et par rapport aux grèves des mineurs de juillet 1932, celles bien plus puissantes de juin 1936, avaient prouvé qu'il vaut mieux avoir le P.O.B. au gouvernement que dans l'opposition. Cela évidemment pas parce que le P. O. B. change de fonction politique suivant qu'il est ou non au gouvernement, mais parce que son action parmi les passes s'avère être bien plus efficace lorsque le gouvernement peut directement s'appuyer sur lui.

Il est évidemment plus facile de berner les ouvriers en leur faisant croire que l'on va mener la lutte contre le gouvernement de la réaction et de ce fait il est préférable de ne pas poursuivre la grève. Mais le capitalisme en est-il encore dans la possibilité de choisir les voies qui consentent le mieux l'exercice de son pouvoir ou n'en est-il pas réduit à faire ce que les situations lui permettent désormais d'obtenir ? Etouffer une grève, cela comporte évidemment de très graves inconvénients pour le P. O. B., mais l'expérience de la Belgique et de la France (surtout Clichy), prouve que l'on y parviendra même s'il faut faire recours à l'exercice de la répression sanglante. Le P. O. B. au gouvernement, cela signifie pour les ouvriers qu'il n'y a pas d'autre salut pour leur classe que le déclenchement d'une lutte dirigée contre tous les partis, contre l'Etat capitaliste et pour sa destruction. Il n'est pas facile au prolétariat d'atteindre une vision si élevée de ses intérêts et des moyens de lutte à employer, et cela explique pourquoi le maintien du P.O.B. au gouvernement représente un élément favorable à l'étranglement des mouvements de classe, dans les conditions actuelles extrêmement tendues des rapports sociaux, mais alors que l'absence d'un parti de classe prouve que les conditions n'existent pas pour un mouvement révolutionnaire.

La solution « belge » a consisté donc en une évolution très caracctérisée au sein des partis traditionnels (le Parti Libéral a connu une transformation analogue bien que moins marquée à cause du fait qu'il n'est pas relié à des organisations ouvrières, mais il a perdu son rôle précédent de facteur indispensable à la formation des anciennes équipes gouvernementales) et cette évolution a fait apparaître des points concomitants assez importants, pour que l'hypothèse ne soit émise que l'élection de Van Zeeland représente l'ouverture d'une nouvelle période dans la vie sociale du capitalisme belge. A première vue cette nouvelle période se présente sous l'aspect de la mise au rancart de tout l'ancien per-

sonnel gouvernemental, et des anciens dirigeants au sein des différents partis. Dans le P. O. B. ce seront De Man et Spaak qui mèneront la barque, alors que la «vieille garde » n'aura qu'une fonction d'appoint pour faire accepter, par les masses l'évolution qui s'y produit. Au sein du Parti Catholique les Carton de Wiart et Crockaert semblent devoir céder le pas aux équipes du Bus de Warnaffe et Bodart. alors que dans le Parti libéral ce sont aussi les «jeunes» acquis à l'idée de la nécessité d'une « profonde transformation sociale » qui prennent la direction.

Et le rexisme? Jusqu'ici c'est à lui que le capitalisme a conféré la fonction de stimulateur des modifications à opérer au sein des différents partis et dans l'assiette politique du régime lui-même. Dans la mesure même où Spaak a donné le départ de la croisade pour la défense de la démocratie, ce sont tous les partis qui ont appliqué dans leur sein, et à une allure vertigineuse, les transformation que Rex proclamait. Le 11 avril ce n'était pas un duel opposant deux programmes pour voir qui des deux était le mieux qualifié à réaliser le « nanionalisme national ».

Van Zeeland a gagné la partie. C'est dans la mesure où, sans en arriver à l'écrasement total des organisations ouvrières (ce en quoi, et en quoi uniquement consiste le fascisme, toutes les formules qu'on débite sur un régime fasciste à la belge qui pourrait être autre que celui des autres pays devant être répétées comme du bavardage inutile), le capitalisme belge pourra en arriver à amortir les heurts de classe, que la menace fasciste ne se présentera pas comme une réalité. Dans le cas contraire l'échec électoral de Degrelle le 11 avril représentera la *meilleure* condition pour sa prochaine victoire. Ainsi qu'il en fut le cas en Italie, lorsque Mussolini fut écrasé en 1919 sous un flot de voix «rouges», c'est justement la réalisation de la plus grande confusion rassemblant les ouvriers qui détermine, par après, le plus grand découragement parmi les masses, ce dont les assassins fascistes profitent pour lancer à l'assaut leurs escouades armées. En effet, il est certain que si le moment devait arriver en Belgique où le duel des classes prendrait les formes extrêmes, les ouvriers qui ont voté en masses pour Van Zeeland, qui ont été amenés à voter pour lui, par l'unanimité des partis ayant une influence parmi eux, en seraient portés à douter de leur force, car ils avaient cru que les 275,000 voix représentaient une garantie sûre de leur sort. La «grande» victoire deviendrait la terrible déception, les fascistes en seraient les seuls bénéficiaires, et tout comme en Allemagne en Janvier 1933 le triomphateur du 11 avril, Van Zeeland se dépêcherait,, le moment venu, d'appeler Degrelle à sa succession.

Mais il n'est pas exclu, et nous pensons même que c'est là l'hypothèse le plus probable, que les resscurces du capitalisme belge soient moins restreintes que celles des capitalismes italiens et allemand et que sa domination puisse ne pas être mise en danger par l'éclosion des luttes de classe pour des objectifs de revendications immédiates. Dans ce cas la victoire de Van Zeeland peut s'affirmer durable et l'intérêt qu'a témoigné le capitalisme de tous les pays indique bien que les événements de Belgique pourraient représenter un indice de l'évolution politique en d'autres pays.. Nous ne nous basons nullement sur l'atténuation provisoire des effets de la crise économique (dûe uniquement au surarmement massif dans tous les pays), car en Italie, tout comme en Allemagne, ce n'est pas au point culminant de la crise économique que l'attaque fasciste déferle mais par contre lorsque la défaite ouvrière permet au capitalisme d'y trouver une issue momentanée. Nous nous basons plutôt sur le fait que la maturation révolutionnaire au sein du prolétariat étant bien moins prononcée que dans les pays où le capitalisme a dû faire recours au fascisme les bourgeoisies, dites démocratiques pourraient à cause même des plus grandes ressources économiques dont elles disposent construire, avec leur carcasse parlementaire, un édifice capable de maintenir, dans les cadres du régime, les mouvements revendicatifs des ouvriers.

La compatibilité des partis indépendants avec l'incorporation à l'Etat des organisations syndicales se ferait donc ainsi : pour les syndicats l'on en arrivera à des solutions juridiques et formelles, quant aux partis leur indépendance apparente s'accompagnera avec une refonte totale qui les souderait à l'Etat capitaliste et au travers d'équipes ministérielles stables. Quand aux conflits de classe, l'hypothèse n'est même pas à soulever qu'il soit possible, au travers d'empêchements d'ordre légal, d'en éviter

l'éclosion. Dans ce but il n'y a qu'un seul moyen, celui de la dictature fasciste. Van Zeeland ne peut donc prétendre à mettre les grèves hors de la loi, mais, en collaboration étroite avec tous les partis, il escompte pouvoir mettre l'Etat capitaliste hors du danger de l'attaque révolutionnaire du prolétariat. Entreprise qui, si elle est vouée à un échec sûr pour une longue période peut quand même obtenir des possibilités de succès pour une certaine période.

Pour assurer la victoire de Van Zeeland toutes les organisations ayant une suite parmi les masses ont travaillé d'arrache-pied et le Parti Socialiste Révolutionnaire (?) n'a pas manqué à ce concert honteux. A notre connaissance deux groupements seulement ont appelé les ouvriers à opposer au front ennemi se départageant entre Degrelle et Van Zeeland, leur propre front de classe. La Ligue des Communistes Internationalistes a préconisé l'abstention en contredisant ainsi la position qu'elle avait prise lors des élections partielles de mai 1935 et lors des élections générales de mai 1936. A ce moment là l'on affirmait que le devoir des communistes était de contribuer à l'échec des fascistes car « La ligue » n'entend faciliter aucune façon, même par un conseil d'abstention la révision du régime auquel le capitalisme se trouve acculé pour sauvegarder ses privilèges» (*Bulletin* juin 1936). L'on pourrait penser que nous assistons actuellement à un revvirement profitable aux intérêts de la classe ouvrière, mais pour cela, il faudrait pouvoir constater une modification radicale de la politique de cette organisation. Malheureusement ce n'est pas le cas. Cette Ligue vient en effet de rompre avec le courant Marxiste existant en son sein, et cela à propos des événements d'espagne. L'on comprend difficilement qu'en Espagne les ouvriers puissèt mener leur lutte antifasciste « malgré » le gouvernement de Caballero, alors qu'en Belgique cela ne serait pas possible. Le fait qu'en Espagne la partie se règles par les armes, alors qu'en Belgque la bataille n'est qu'électorale, est un argument supplémentaire pour appliquer là bas une politique mille fois plus énergique. L'autre argument qu'une situation révolutionnaire existerait en Espagne confirmerait d'autant plus la nécessité d'une politique plus ferme car aux formes extrèmes de la lutte pour la révolution ne peut correspondre qu'une attitude extrèmement intransigeante du proprolétariat. L'on voit bien que la position actuelle de la Ligue des Communistes Internationalistes nous interdit d'escompter une évolution correspondante de toutes ses positions pour rejoindre le front où lutte le prolétariat belge et de tous les pays.

La « Fraction belge de la gauche Communiste Internationale » a pris une attitude qui cadre avec tout son programme, et ses mots d'ordre, ainsi que ses principes,, s'incorporent à la lutte de la classe ouvrière de Belgique et internationale.

La Nouvelle Constitution aux Indes

On y est arrivé, mais à une allure de tortue. Elle ne fonctionne que partiellement , car, le 1er avril, n'est entrée en vigueur que l'autonomie provinciale. Il est vrai qu'il s'agit d'un pays dont la superficie (non compris la Birmanie, qui a été détachée de l'Inde et qui est devenue une colonie séparée), égale celel de l'Europe (moins la Russie d'Europe), et que sa population de 340, millions d'habitants, représente presque le cinquième de la population mondiale. Cette population comprend sept races qui parlent 7 langues, et 222 dialectes, professent une douzaines de religions et sont rangés en milliers de castes (rien qu'entre les Brahmanes seuls il y en a 1,800).

C'est aux Indes que le « dividi et impera » a été poussé jusqu'à la virtuosité, par l'impérialisme britannique, lui permettant de dominer tout un continent avec quelques milliers de fonctionnaires et 60.000 soldats.

Il s'est appuyé sur les princes indigènes, sur les propriétaires fonciers (qui redoutaient la campagne de Gandhi, dirigée contre le fermage) ; mais il a surtout exploité l'antagonisme entre indous et musulmans. Ces derniers représentent principalement la propriété foncière dont l'affermage des terres constitue la principale ressource tandis que les indous forment la partie usurière et industrielle de l'économie capitaliste aux In-

des. Des conflits surgissent entre ces différents intérêts dont seuls les prolétaires musulmans et indous font les frais, tout comme les prolétaires arabes et juifs en Palestine.

C'est la guerre mondiale qui a renforcé la bourgeoisie indigène en même temps qu'elle faisait apparaitre le prolétariat sur l'aréne historique. En effet, la guerre mondiale, tout comme pour l'Egypte, isolait les Indes de la Métropole et contribuait à une poussée de développement industriel: l'industrie textile (coton, laine, jute), qui se développe à Calcuta et surtout à Bombay et l'industrie métallurgique, etc. Cette industrialisation de l'Inde est marquée par le recul constant des importations anglaises. En 1913 les produits anglais représentent 64.2 p. c. des importations aux Indes, en 1935, ce chiffre n'est plus que de 40 p. c. Le développement de l'industrie cotonnière est, entre toutes, la plus rapide: son progrès ressort dans le tableau suivant:

	Filat.	Métiers	broches en millions	Main d'œuvre
1913-14	264	96,000	6	260,000
1925-26	303	155,000	8.4	370,000
1934-35	336	187,000	9.1	415,000

Dans la première moitié du XIXme siècle, l'industrie textile anglaise avait ruiné l'artisanat indigène. — Et le Gouverneur général — comme le rapelle Marx, dans le « Capital » — pouvait déclarer « l'histoire du commerce (il aurait » dû dire l'impérialisme britannique) ne » rapporte pas de misère comparable. » Les os des tisserands indous blanchis» sent les plaines de l'Inde ».

Encore aujourd'hui — 100 ans après — les os des tisserands, et des paysans, blanchissent toujours les plaines de l'Inde, mais en plus au profit de la bourgeoisie indigène.

A côté de la vieille industrie installée autour de Bombay, ont surgi les filatures groupées autour de Ahmadabad.

Mais tandis que les filatures de Bombay fabriquent surtout des produits bon marché rivalisant principalement avec les produits japonais, celles d'Ahmadabad livrent des marchandises pouvant rivaliser avec ceux du Lancashire.

En 1913, 43 p. c. des exportations des cotonnades anglaises se dirigeaient vers les Indes; en 1935, ce chiffre n'est plus que de 25.3 p. c. Les Indes restent toujours les meilleurs clients de la Grande-Bretagne, mais au lieu de lui acheter près de la moitié de ses exportations de cotonnades, elles ne lui en achètent plus que le quart, soit 497 millions de yards contre 3 milliards en 1913.

***

Un Conseil National avait bien été constitué en 1885, pour l'obtention « d'une graduelle régénération mentale, morale, sociale et politique de la nation hindoue » et pour «consolider l'union entre l'Angleterre et les Indes au travers de réformes ». Son rôle se borna à tenir des Congrès une fois par an. De ces assises ne sortait rien de positif.

Ce fut encore la guerre mondiale qui permit à la bourgeoisie hindoue de faire preuve d'un loyalisme tel que l'impérialisme anglais ne pouvait plus lui refuser de partager la gérance politique du pays c'est-à-dire, l'exploitation des masses paysannes et ouvrières. L'Inde en effet envoya sur les champs du carnage un contingent supérieur à celui de tous les Dominions pris ensemble, participa pour une très grande part au financement de la guerre (garantie de 100 millions de livres aux emprunts) et enfin l'Empire Britannique put, en toute sécurité, retirer les garnisons anglaises pour les envoyer au combat. C'est immédiatement après la guerre que se manifesta tout l'essor qu'avait pris le mouvement « nationaliste » hindou. Tout en favorisant la vague de grève qu'elle exploita à des fins politiques, (exactement comme la bourgeoisie nationaliste d'Egypte), la bourgeoisie Indoue ne perdait pas de vue ses intérêts de classe et entendait ne laisser limiter en rien ni ses privilèges ni l'exploitation du prolétariat. Elle se borna au boycottage des marchandises anglaises, à un mouvement — dans une première phase de non-coopération aux institutions gouvernementales, et si elle suscita de l'agitation comme la fameuse campagne du sel, elle le fit toutefois sous le signe de la non-violence et de la résistance passive, méthode si chère à Ghandi.

Si elle lança le mot d'ordre du refus de payement de l'impôt à l'Etat, elle se hâta d'ajouter que « le non payement des fermages aux propriétaires indigènes était contraire aux résolutions du Con-

grès et nuisible à l'interêt national » ..., c'est-à-dire, aux exploiteurs indigènes. Et quand, le mouvement de non-coopération sous la poussée d'interventions de masses paysannes et ouvrières, aboutit à la campagne de grèves de 1919-1922, le Conseil National réagit immédiatement, déployant son véritable rôle de soutien au colonialisme.

En 1922, Gandhi, qui était surtout l'expression de l'intelligenzia et de la petite bourgeoisie, fut évincé de la direction du mouvement nationaliste qui, avec son successeur Das (autonomiste) parvint, en 1925, aux élections de l'Assemblée législative de Delhi en empruntant « la voie nouvelle » qui marque un jalon de « le compromis avec l'impérialisme anglais.

Pour empêcher l'éclosion de mouvements de masse, comme en 1919-1922 et 1928-1932, la bourgeoisie nationaliste fit appel à la « gauche » du Congrès, c'est-à-dire à le pandit Nehru. « Socialiste l'appelle la presse du Front Populaire et nous savons quelles marchandises avariées peuvent passer sous cette étiquette. Aux dernières assises de 1936, à Faizpur, Nehru a été réélu, à l'unanimité, président du Congrès national. Ghandi lui même est sorti de son long mutisme de deux années pour faire entendre un appel en sa faveur.

C'est donc à Nehru qu'échoit le rôle de négocier le compromis qui permettra de faire « avaler » la nouvelle Constitution.

***

Déja, en décembre 1919, le Parlement britannique avait octroyé à l'Inde une Constitution provisoire dont les effets devaient être constatés sur place par une commission d'enquête, après une période de dix ans. En 1930, en effet, la Commission, sous la présidence de Sir John Simon, déposa son rapport et ses conclusions. Mac Donald décida de réunir à Londres les délégués hindous qui auraient à élaborer les bases de la nouvelle Constitution. Ce fut la Conférence dite de la « Table Ronde », qui siégea de novembre 1930 à décembre 1932 en trois sessions séparées par de longs intervalles. Mais ce fut seulement en 1937 — cet sept ans après le dépôt des conclusions de la Commission Simon et vingt ans après la première déclaration faite par le Gouvernement anglais d'introduire une réforme constitutionnelle aux Indes — que cette Constitution a été finalement adoptée.

D'après la nouvelle Constitution, l'autonomie provinciale des onze provinces de l'Inde britannique proprement dite est chose accomplie le 1er avril. Ce n'est qu'après avoir réglé le problème des six cents Etats indigènes qui englobent une population de 80 millions d'habitants, qu'entrera en vigueur la partie fédérative.

Le droit de suffrage, pour les assemblées législatives des onze provinces, reste subordonné à un cens, de propriété ou fiscal; les électeurs seront au nombre de 35 millions (14 p.c. de la population) dont 6 millions de femmes — force naturellement réactionnaire.

Des sièges spéciaux sont réservés aux musulmans, aux sikhs, etc., dans le but de perpétuer les antagonismes religieux, si favorables à l'impérialisme anglais. L'autonomie est encore plus limitée en ce qui concerne l'ensemble du pays: la fédération panindienne. Les pouvoirs y sont partagés entre le gouverneur général et les deux Chambres.

Ce gouverneur général n'est que l'ancien vice-roi dont seul le nom a été changé. Il reste le dictateur suprême et le fondé de pouvoirs de l'impérialisme britannique.

Les deux Chambres de la Fédération — qui seront, comme nous l'avons déjà dit, élues plus tard — seront encore moins démocratiques que les assemblées provinciales. Deux tiers des membres de la Chambre basse seront élus non au suffrage direct, mais par les parlements provinciaux; le dernier tiers sera nommé par les princes indigènes.

Le caractère réactionnaire est encore plus accentué dans la Chambre haute: sur les 260 membres, 104 seront nommés par les princes indigènes et les 156 restants seront élus par une petite couche de gros propriétaires et de magnats de la finance.

Les élections qui viennent d'avoir lieu en février, pour les onze parlements provinciaux, ont marqué une écrasante victoire des partisans du Congrès national. Ils disposent de la majorité absolue dans six des assemblées législatives (y compris Bombay) et dans deux autres (dont le Bengale); ils représentent, pris isolément, le plus grand parti, ce qui revient à dire que, pour les nationalistes, se

pose, dans six provinces, le problème de constituer le gouvernement et, dans deux autres, celui de coopérer à un gouvernement de coalition.

Le Congrès de Faizburg a condamné, il est vrai, la nouvelle constitution « imposée au pays contre la volonté déclarée du peuple indien » et il a stigmatisé toute collaboration sur la base de cette constitution comme une trahison ». Mais, depuis le succès électoral de février, la bourgeoisie hindoue finira par trouver le compromis qui sera dû à Nehru, chef de la « gauche » et peut être, demain, d'un front populaire » (1).

***

Car, malgré « constitution » et « autonomie », l'Inde reste une colonie type. La domination britannique s'y est incrustée au travers d'un système social des plus arriérés, à caractère non seulement féodal, mais de castes et même de servage. L'industrialisation de l'Inde est entièrement dépendante du capital financier anglais (plus de 72 p.c. des sociétés anonymes hindous sont aux mains britanniques), 15 p.c. des capitaux anglais exportés sont dirigés vers les Indes. Cette liaison au capital de la Métropole a plus de valeur que toute velléité d' « indépendance » de la bourgeoisie nationaliste. On peut estimer que, sur plus de 150 millions de livres, le tribut annuel que l'Inde verse à l'Angleterre, 100 millions sont le produit du capital anglais placé aux Indes. L'Angleterre tire de cette seule colonie trois fois plus que le capital français de tous ses placements étrangers calculés à 6 milliards de francs. Dans la mesure où le capital hindou participe aux entreprises, il ne peut tirer ses ressources que du capital usuraire, c'est-à-dire de l'expropriation des masses paysannes.

L'Inde reste un pays essentiellement agricole : sur 340 millions d'habitants, 310 millions vivent dans les villages. La terre appartient autant à des propriétaires (zamindars) — généralement des gros (2), qui la donnent à ferme, qu'à des paysans agriculteurs (ryots) qui la cultivent ordinairement eux-mêmes (3). La terre est très morcelée (les lots individuels ne dépassent pas, en moyenne, un acre par tête ou cinq acres par famille de cultivateurs et est de faible rendement. L'affermage des terres permet aux propriétaires de prélever, en moyenne, 60 p.c. du produit net de la terre, allant jusqu'aux 7/8 lorsqu'ils fournissent l'outillage. Si on fait intervenir les impôts écrasants, la baisse des prix des produits coloniaux due à la crise mondiale, on comprend que des millions d'acres de terre passent des mains de la paysannerie appauvrie dans celles des propriétaires fonciers et des usuriers. Le fléau de l'usure a beau jeu ; dans le Pendjab, où pour cent des familles sont endettées, on a pu écrire du paysan des Indes qu'il naît, vit et meurt endetté et qu'il lègue ses dettes à ses enfants.

Le progrès de l'endettement et de l'ex-

(1) Peu de temps après la composition de cet article, le Comité Exécutif du Congrès s'est prononcé sur l'attitude à prendre dans les provinces où les nationalistes avaient obtenu la majorité des sièges. L'aile droite était pour la prise immédiate du pouvoir, tandis que la « gauche » — par la bouche de Gandhi — décida de répondre aux gouverneurs de ces provinces que le Parti nationaliste était disposé à former le gouvernement à condition que les gouverneurs s'engagent à ne pas faire usage des droits spéciaux leur conférés par la Constitution. Cette condition avait été repoussée lorsque, le 1er avril, on passa à la constitution du gouvernement des onze provinces, dans les six où les nationalistes avaient la majorité, se constituèrent des gouvernements de minorité. Mais, selon la loi, le Ministère provincial peut exercer le pouvoir pendant six mois avant de convoquer le Parlement local, ce qui constitue, évidemment, un répit qui permettra de trouver un compromi Une nouvelle réunion du Comité Ex cutif du Congrès a été, en effet, convoquée pour examiner la situation nouvelle créée par cette rupture des pourparlers.

(2) « Zamindar » signifie aujourd'hui aux Indes, « propriétaire », mais non pas nécessairement « grand propriétaire » : Si au Bengale, où domine la grande propriété, il est synonyme de « grand propriétaire foncier » dans le Pendjab, au contraire, il a souvent une signification diamétralement opposée.

(3) D'après une récente statistique : grands propriétaires, 3.2 millions ; agriculteurs-propriétaires, 27 millions ; fermiers, 34 millions ; agriculteurs-journaliers, 31 millions.

propriation explique les formidables vagues d'agitation qui se sont manifestées dans les différentes régions de l'Inde : en Birmanie, à Bérar, Cachemire, Alwar et au Bengalie.

De plus, les terres arrachées aux paysans sont affectées aux cultures industrielles : coton, thé, jute, opium. De ce fait, les produits de culture alimentaire : les céréales (toujours insuffisants), finissent par manquer et les famines et épidémies se généralisent de plus en plus.

D'après les données officielles, on a enregistré, en 21 ans, 26 millions de morts de faim ; à cela il faut ajouter les millions de victimes annuelles des épidémies — la peste est aux Indes « comme chez elle » — et, enfin, il ne faut pas oublier les dizaines de milliers de paysans victimes chaque année des tigres et des serpents.

***

Ce ne sera certainement pas le mouvement « nationaliste » des Gandhi et des Nehru qui fera, aux Indes, la Révolution agraire ; ce ne pourra être que l'œuvre de la **seule** classe révolutionnaire : le prolétariat.

A ce point de vue, si le prolétariat industriel aux Indes est très faible proportionnellement à la population totale, son potentiel révolutionnaire acquiert d'autant plus de force du fait que, **tout comme en Russie avant octobre,** il se trouve groupé dans l'industrie centralisée ; plus des 3/4 des salariés sont employés dans des entreprises de plus de 400 ouvriers. D'autre part, le capital bancaire se trouvant concentré — dans le foncier, comme dans l'industrie et le commerce — entre les mains de la grande bourgeoisie, ce qui réduit les possibilités de manœuvre de la petite bourgeoisie, porte-bannière attitrée de tout mouvement nationaliste. Malheureusement, l'Internationale Communiste, là comme ailleurs, n'a pas su profiter de conditions objectives favorables pour le déclenchement du mouvement révolutionnaire.

Au début de son existence, trois Indous, avec leurs femmes anglaises, ont constitué, en Russie, le parti communiste de l'Inde (1921). Ils étaient trois et en désaccord. L'un, Atcharia, fut éliminé comme syndicaliste ; puis ce fut le tour de Mukerji ; de ce fait, le troisième : Roy, resta seul à mener la politique « d'alliance démocratique révolutionnaire », qui aboutit à la création de « partis ouvriers et paysans ».

En Chine, l'existence du Parti communisme obligea le centrisme à le livrer au Kuomintang et à ses bourreaux ; aux Indes, on simplifia l'opération en évitant de créer un Parti communiste et en incorporant les petits noyaux de communistes dans ces partis ouvriers et paysans dirigés par la bourgeoisie nationaliste, traître aux Indes comme en Chine. Roy, fut, comme on sait, exclu à son tour de l'I. C. comme droitier et opportuniste.

La dernière grande vague de grèves de 1928-32 avait donné naissance à des organisations syndicales dont l'influence aurait pu orienter vers la gauche — et ce, malgré les chefs nationalistes — les partis ouvriers et paysans. Il suffit de rappeler la grande grève de Bombay, en 1928, pour prouver l'esprit de lutte des ouvriers du textile. Ce fut alors que le gouvernement passa, en mars 1929, à l'arrestation des militants les plus en vue de ce mouvement ouvrier et qui furent condamnés, au procès de Meeruit, à des fortes condamnations.

Depuis ce temps, l'I. C. ne s'est plus préoccupée de « vivifier » ces partis ouvriers qui s'étaient disloqués suite à l'arrestation de leurs militants. D'autre part, le Congrès, en 1934 a constitué un parti socialiste placé directement sous son influence. Il est vrai que l'I. C., dans ces derniers temps, a annoncé la fondation d'un parti communiste de l'Inde — on l'a même admis au 7e Congrès — mais pour celui-ci (comme pour beaucoup d'autres P. C.), reste à savoir si « l'illégalité » ne couvre pas, en réalité, une inactivité — sinon l'inexistence — de cette organisation. Et pourtant, les Indes peuvent représenter le « talon d'Achille » du gigantesque Empire britannique, le plus puissant rempart de la domination capitaliste dans le monde entier.

Gatto MAMMONE.

La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la force employée par le prolétariat contre la bourgeoisie, pouvoir qui n'est soumis à aucune loi. Cette vérité toute simple, cette vérité claire comme le jour pour tout ouvrier conscient représentant la masse et non ses couches superficielles de canailles petites- ourgeoises que sont les social impérialistes achetés par les capitalistes de tous les pays, cette vérité évidente pour tout représentant des exploités luttant pour leur affranchissement, cette vérité indiscutable pour tout marxiste, nous sommes obligés de l'arracher de haute lutte au Savantissime M. Kautsky. Comment expliquer cela? Par cet esprit de servilité qui a pénétré les chefs de la Deuxième Internationale, devenus de méprisables sycophantes au service de la bourgeoisie.

D'abord, Kautsky a fait un maquignonnage en affirmant, chose évidemment absurde, que le sens littéral du mot dictature, est dictature d'un seul individu; puis, partant de cette falsification, il déclare que, par conséquent, l'expression de dictature du prolétariat chez Marx n'a pas son sens littéral, que dictature ne signifie pas application de la violence révolutionnaire, mais « conquête pacifique de la majorité sous la démocratie bourgeoise » (remarquez bien cela).

Il faut distinguer, voyez-vous, entre « situation » et « forme de gouvernement ». Distinction étonnamment profonde, comme si nous distinguions entre la « situation », l'état de bêtise d'un homme qui rasonne d etravers et la « forme de sa bêtise ».

Kautsky a besoin de présenter la dictature comme une situation de « domination » (c'est l'expression qu'il emploie littéralement à la page 21), parce qu'alors disparaît **LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE, LA REVOLUTION VIOLENTE.** La « situation de domination », c'est une situation dans laquelle se trouve n'importe quelle majorité sous... la democratie. Grâce à ce tour de passe-passe, **LA REVOLUTION DISPARAIT** fort heureusement.

Mais la déloyauté est par trop grossiere et ne sera d'aucun secours à Kautsky. Que la dictature présuppose et comporte cette « situation » de violence révolutionnaire (qui déplait tant aux renégats), d'une classe contre une autre, cela crève les yeux. La fausseté de cette distinction entre « situation » et « forme de gouvernement » est manifeste. Il faut être triplement sot pour parler de forme de gouvernement, car le dernier des écoliers sait que monarchie et république sont deux formes de gouvernement bien distintes. On est obligé, maintenant, de démontrer à M. Kautsky que ces deux formes de gouvernement, comme toutes les formes de gouvernement transitoire sous le régime capitaliste, ne sont que des variétés de **l'ETAT BOURGEOIS**, c'est-à-dire de la **DICTATURE DE LA BOURGEOISIE.**

Enfin, parler de forme de gouvernement, c'est une falsification aussi sotte que grossière de Marx, qui parle clairement ici de la forme ou du type de l'Etat et non pas de la forme de gouvernement.

La révolution prolétarienne est impossible sans la destruction brutale de l'Etat bourgeois et son remplacement par un nouvel appareil qui, comme le dit Engels, « n'est déjà plus l'Etat au sens propre du mot ».

Il faut que Kautsky cache et travestisse tout cela: sa position de renégat l'exige.

LENINE (La Revolution Prolétarienne et le renégat Kautsky).

Abonnements

France : un an, 20 francs.
Belgique-Grand Duché du Luxembourg : un an, 20 francs.
Autres pays : un an, 24 francs.

Bilan en danger

Nos appels pour activer les souscriptions ainsi que pour le renouvellement des abonnements n'ont pas eu le résultat que nous escomptions et qui nous aurait permis de continuer régulièrement la parution de la revue.

Afin de ne pas aggraver la situation financière de « Bilan », nous avons été forcés de ne pas faire paraître le numéro du mois de janvier. Les difficultés très graves que nous rencontrons ne nous effraient pas, car elles ne font que révéler la cruelle situation de la classe ouvrière et nous nous imposons un effort particulier pour continuer, malgré tout, de publier « Bilan ».

Malheureusement, notre Fraction ne peut, seule, parvenir à supporter toutes les charges. Les camarades lecteurs savent, désormais, que s'ils ne veulent pas prendre la responsabilité d'une irrégulière parution de la revue, ils doivent joindre leur apport à l'effort de la Fraction.

Que les listes de souscription rentrent au plus tôt à l'administration !

Que les abonnements soient renouvelés sans retard !

En vente à la Librairie du Travail

17, rue Sambre et Meuse, Paris

André Gide et le Communisme, par Claude Naville ..... fr.	5.—
Heures maudites, par Antoine Guasson	10.—
L'Algérie au Carrefour, par Imache Amar	1.—
Au Secours de l'Espagne Républicaine, par J. Prader	2.—
Immobilisto, par Jean Prowx	12.—
Où va la France ?, par L. Trotsky	7.50

(Livres reçus au bureau de la revue)

La vie de Bilan

Un regrettable accident d'imprimerie nous a mis dans l'impossibilité de paraître à la date régulière. Nous aurions espéré pouvoir mettre à profit ce retard pour assainir la situation financière de la revue. Mais les soutiens que nous avions espérés de la part de nos lecteurs et sympathisants ne nous sont pas parvenus. C'est à l'effort exclusif des membres de notre organisation que nous devons la légère amélioration qui s'est faite dans notre budget, ce qui nous permet d'espérer la reprise des publications régulières à condition, toutefois, que nos lecteurs s'éveillent au devoir de la solidarité.

La situation impose aux communistes, par le rythme effréné de son aggravation, un renforcement de leur activité pour répondre aux tâches qui sont devant nous. Qu'aucun de nos lecteurs ne reste insensible à l'appel que nous lancent les ouvriers en butte aux attaques sanglantes du capitalisme !

"Bilan" est en vente :

PARIS (FRANCE)

Librairie Farfalla, 269, Faubourg Saint-Antoine
Libraire du Travail, 17, rue Sambre-et-Meuse.
Librairie Corti, 6, rue de Clichy, (9e).
Kiosque : 7, Boulevard Saint-Michel.
Kiosque : 47, Boulevard Saint-Michel.
Kiosque : Place de la Ré, ublique (coin rue de la Douane)

BRUXELLES (BELGIQUE)

Kiosque : Place de la Chapelle.

Les Arts Graphiques, s. c., 201, chaussée de Haecht, Bruxelles-3. Gér J. Lechevin

Mai - Juin 1937 **Prix : 2 francs**

LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 - NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933
LENINE1917LENINE1917 NOSKE1919NOSKE1919 HITLER1933HITLER1933

BILAN

BULLETIN THÉORIQUE MENSUEL DE LA
fraction italienne de la Gauche Communiste

41

SOMMAIRE

PLOMB, MITRAILLE, PRISON : c'est ainsi que le Front Populaire répond aux ouvriers de Barcelone qui osent résister à l'attaque capitaliste !

QUAND LES BOURREAUX PARLENT...

LES GREVES EN AMERIQUE, par G. MAMMONE.

RAPPORT SUR LA SITUATION INTERNATIONALE.

LA « DECLARATION DES PRINCIPES » DE LA « FRACTION BELGE DE LA GAUCHE COMMUNISTE INTERNATIONALE ».

ANTONIO GRAMSCI — CAMILLO BERNERI

Rédaction-Administration : Albert BOYER, 15, rue de Prague, Paris (12e)
Compte chèques postaux : Boyer, Paris, 171.74.